

la gueule ouverte

**ILS REJETTENT
LEURS POISSONS
A LA MER**



COURRIER

UN HOMME SEUL CONTRE PECHINEY

Cela fait 32 ans que je suis dans la lutte contre la mouscaille industrielle et elle est beaucoup plus forte que jamais.

Pourquoi? Parce que le gouvernement ne veut pas appliquer les lois contre la pollution, ne l'a jamais fait et ne le fera jamais, pour ne pas se mouiller.

Il laisse ces tracas et ces dépenses aux pauvres petites sociétés de pêcheurs et freine même leur action devant les tribunaux.

De 1948 à 1963 la Société de Pêche de Dax, sous la direction énergique de M. Lestage, avait poursuivi Pechiney-St-Gobain de Tartas et l'avait toujours fait condamner à des amendes, et même son P.D.G. Navarre a été une fois condamné à de la prison avec sursis. Mais jamais les Tribunaux n'ont mis Pechiney en demeure d'installer une station d'épuration dans un délai de 12 à 18 mois, avec amende de cent mille francs (anciens) par jour de retard, tout cela fondé sur l'article 434/1 du Code Rural punissant les pollueurs.

Mais Pechiney est puissant, et redoutable pour les fantoches du gouvernement.

Alors il payait l'amende et continuait à polluer... ce qui est classique... et admis.

Néanmoins nous le tenions en main et M. Navarre vint même essayer de nous amadouer sous des formes voilées pour que nous cessions nos poursuites vainement!

Mais en 1963 notre ami L. est mort... et l'Adour aussi!

Son successeur, M. H. n'a jamais plus ensuite poursuivi le pollueur, et ne veut pas le faire.

Ainsi le pollueur pollue de plus belle: 4 000 m³ d'eau pourrie et noire par heure, soit 96 000 m³ par jour, se déversant dans un bassin de 70 000 m³ qui est donc rempli en moins d'un jour... et la décantation ne peut se faire car elle demande un mois! C'était du tape-à-l'œil, du chiqué pour la galerie et de la poudre aux yeux des pauvres couillons de pêcheurs.

Aujourd'hui nouveau tape-à-l'œil: au lieu de la laisser décanter, on fait brasser cette mouscaille par 7 appareils pour la réoxygéner et on l'envoie dans le Retjons, la Midouze et l'Adour.

Comprenez qui pourra, mais les chlorophénols qui empoisonnent l'Adour et donnent mauvais goût au poisson n'ont pas été épurés. Ils sont seulement allés faire un petit tour dans le bassin-promenade en compagnie d'une boue noirâtre qui empest et fait tousser autour de l'usine.

Mais personne n'attaque l'empoisonneur depuis 1963. « Labets que bofent bous? Quès ataou » (alors, que voulez-vous? c'est ainsi). Et par son inertie calculée le pollueur a gagné et la pollution est en somme acceptée par le public que les Gouvernements anesthésient avec les spectacles du ski, du rugby, de la télé, etc. « Panem et circenses »... rien de nouveau!

Devant cette vulgarité, cette lâcheté, j'ai seul réagi pendant 6 ans. Dans mon ingénuité (ou infantilisme) d'octogénaire, j'ai cru que, les lois devaient être appliquées en France. Quelle naïveté!!! J'ai fait en 6 ans, seul, à mes frais (700 000 Francs anciens, mais je m'en fous), trois procès successifs, comme citoyen, comme pêcheur, et comme locataire riverain de l'Adour. J'avais en effet loué pour 5 ans, moyennant 35 000 F. par an, un pré en bordure de ce fleuve: cela pour répondre aux

Tribunaux qui admettaient fort bien que la pollution de Tartas me causait un préjudice direct mais pas personnel. Oh! Courteline!!

Ainsi, pensais-je, en étant locataire riverain le préjudice que l'on admet sera bien personnel puisque je le subirai chez moi, sur le terrain loué à l'Etat. Ce sera bien chez moi que je subirai le préjudice puisque je serai seul chez moi.

C'était la logique irréfutable, mais pas pour les Tribunaux. Pourtant, quand un quidam reçoit un coup de pied au cul, il est sûr que c'est direct, personnel, que ce n'est pas le voisin qui le reçoit.

J'ai bien fait lire toute une assemblée lors d'une réunion sur la pollution à l'occasion de la création d'une Société contre les bruits et nuisances causées par les pollueurs.

On m'a donc débouté 3 fois, en instance, en appel et en Cassation, sous de fallacieux prétextes, m'empêchant ainsi de faire condamner le pollueur.

Il est vrai le Préfet des Landes a écrit de ma main au Procureur de la République de Dax pour lui dire qu'à son avis il n'y avait pas lieu d'exercer des poursuites contre le pollueur. Il est vrai aussi que M. H., président de l'Association de Pêche et de Pisciculture de Dax, a lui aussi écrit deux fois au même Procureur lui disant que, sous quelque forme que ce soit, il ne voulait pas participer à des poursuites contre le pollueur de Tartas. J'ai les photocopies des 4 lettres.

On m'a donc débouté 3 fois, laissant à ce pollueur le champ libre pour poursuivre tranquillement sa pollution, assuré qu'il était que ni le Gouvernement, ni le Préfet, ni les Tribunaux, ni l'Association de Pêche et de Pisciculture de Dax ne le poursuivraient.

J'ai alors tenté des démarches auprès de M. L., Député, Conseiller Général, Maire de St-Paul, riverain de l'Adour, - de M. L., Conseiller Général, Maire de Pontoux, riverain de l'Adour, - de M. M., Sénateur, Conseiller Général, Maire de Tartas, riverain de la Midouze, - de M. M., maire de la station thermale de Dax, riverain de l'Adour. Aucun n'a consenti à poursuivre le pollueur au nom des populations qu'il représente. Ils ne m'ont même pas répondu.

La pollution est entrée dans les mœurs, comme un mal inévitable, car il faut que l'Industrie, la Chimie, la Mécanique, etc., se développent, dût-on en crever. Or on en creve!

Alors, devant cette lâcheté générale qui m'empêchait de me faire entendre, - car la Cour de Cassation m'avait débouté pour la troisième fois sous le faux prétexte que je n'étais pas propriétaire riverain, alors que je poursuivais comme locataire riverain, - j'ai menacé de mort le Président de la Cour de Cassation. Cela m'exposait à la prison, ce que j'avais envisagé, mais pouvait permettre d'alerter le public. Arrêté et poursuivi pour menaces de mort, cela m'aurait permis de secouer le public.

J'ai été convoqué par la Justice et appris avec stupéfaction qu'on ne m'arrêtait pas et qu'on ne me poursuivait même pas pour mes menaces de mort.

A la réflexion, j'ai pensé que le Gouvernement, pour éviter les éclaboussures qui pouvaient rejaller sur lui pour l'inertie dont il fait preuve envers les gros pollueurs, a préféré ignorer mes menaces, me prenant sans doute pour un vieux gâteux paranoïaque, et par cette pirouette il a évité que la Presse parle de mon affaire qui dévoilait la carence du pouvoir... ce qui aurait pu faire du bruit dans Landerneau!

Si je vous ai conté très succinctement mes avatars juridiques, ce n'est pas pour me vanter et jouer les m'as-tu-vu!

François Dals

Bonjour monsieur, bonjour madame. Qui vous êtes, vous monsieur, madame? Qui il est, lui, qui je suis, moi? Ben, des français moyens, des êtres humains moyens. Jolis, polis, propres, honnêtes et bien nourris.

On bouffe, on baise, on travailotte, on pensotte, on politicailotte... Enfin, façon de parler...

On bouffe? La bouffe, on ne l'a pas vu pousser. On l'a peu cuisinée. On ne sait pas de quoi elle est faite. A peine si on la choisit dans les rayons du super-marché: un psychologue en marketing a déjà choisi pour nous, plaçant l'article à écouler au plus vite à main droite de l'acheteur, hauteur moyenne, étiquette modeste, genre bonne affaire à découvrir, deux sous de remise rattrapés sur le prix de l'article voisin. Rayon boucherie, les escalopes sont par deux dans la barquette cellophanée. Tant pis si on en voulait trois, on en mangera quatre. Ouais, on bouffe... mais on n'est pas responsable de sa bouffe.

Et les restes? Et les ordures? Les emballages, les déjections variées, toute la merde? On jette. Les yeux détournés, le nez pincé, on lâche, comme on relâche ses sphincters. Tout ça est bien emballé, ensaché propre dans du plastique bleu. Le vide-ordures emporte. Où? On ne veut pas le savoir. Pas responsable de sa bouffe, pourquoi le serait-on de sa merde? Dans certains appartements luxueux, un broyeur se charge du boulot à même l'évier. Succions et glougloutements immondes. Ce n'est que de l'eau, camarade, ce n'est que de l'eau!

Au dodo, chéri n'a plus même à se poser la question de savoir s'il devrait être responsable de ses spermatozoïdes: minette prend la pilule. Plus responsable de ses ovaires non plus, elle s'en est remis aux trusts chimiques. Ça ne fait rien, elle est gauchiste, féministe et libérée.

Si on est malade, on ne cherchera pas à savoir, à comprendre, à lutter, à prendre en charge son propre corps. On suit l'ordonnance médicale. On achète, on avale, on chie. Si le docteur a dit qu'il fallait dix-huit capsules d'antibiotiques et que la boîte est de seize, le pharmacien vend deux boîtes. Le reste? Vide-ordures. Ça coûte cher? On s'en fout. On n'est pas responsable. C'est la sécu qui rembourse.

On travaille, on collabore, faut bien vivre. Et si on fabrique des ogives d'engins de mort (d'abord on n'est pas censé le savoir, on n'en rivette qu'un petit bout, on pourrait tout aussi bien croire que ce sont des coupes de berceaux design ou des cocottes-minutes) ou bien des bouteilles en plastique au plomb, c'est les patrons les responsables, pas nous. Nous, on milite pour le plein emploi, rapport aux traites à payer.

Quant à la politique c'est affaire des têtes, pas notre affaire. On vote pour eux, qu'ils se démerdent. Qu'ils cissionnent, qu'ils fusionnent, qu'ils congressent si ça les amuse, nous, on n'est pas responsables.

Qu'ils cissionnent, qu'ils fusionnent, qu'ils congressent si ça les amuse, nous, on n'est pas responsables.

On cale, plus ou moins confortablement, son irresponsabilité dans un habitat qu'on n'a pas plus choisi que le reste: hasard des crédits, modestie des reprises, un pour cent patronal ou commodité géographique dans le meilleur des cas. Tout y est décidé, dessiné (?) par des spécialistes eux-mêmes dirigés par le fric des promoteurs. Tout est prévu, aménagé, placardé, moquetté, pas de place pour l'imagination. Ou s'il reste un petit rabicoin où caser l'imprévu et que tu te sentes une âme de bricoleur, Kit te vendra l'étagère prédécoupée (comme le riz est pré-cuit) prête à monter, avec tous ses clous, la laque et le pinceau, tu n'es pas responsable de ta fantaisie. Pour le reste, tout coule collectivement, il suffit de tourner un bouton: l'eau, le chauffage, le gaz et la culture télévisée.

Des tourneurs de boutons...

C'est vraiment tout ce que nous sommes devenus? Des tourneurs de boutons? Mais alors qu'est-ce que c'est, un français moyen, un être humain moyen? La Gueule Ouverte nous offre ses seize pages hebdomadaires pour tenter de... De répondre littérairement et à côté de la question? Avec des mots, des formules, des clins d'yeux, des schémas, des sarcasmes, des boutades? Non. De fabriquer ensemble, dans nos vies, avec nos mains, un début de réponse à cette question.

Isabelle





Giscard est bien bon : il se met, devant un parterre de plumes fleuries, à annoncer la fin de ce monde en jabot de dentelles parfumées dont il est le dernier, sinon l'ultime, représentant. Où on va, dit-il, j'en sais rien. Mais on y va. Nos gens sont malheureux. J'aime mieux fermer les yeux que voir ça. Tenez, Gisèle, baillez-moi un autre pichet de ce divin hydromel. C'est toujours ça que la piétaille des gueux en colère n'aura pas ! Laissons ce gentilhomme à ses émois de châtelain qui sentirait le vent de l'histoire défriser sa houpette. Et ouvrons l'œil à sa place. Cet occidental qui se lamente sur son rhume devant des millions de morts-de-faim n'arrivera pas à nous faire pleurer.

Vie de Famille, Vie en rose, vie de bohème : France-Tapis

■ La méditerranée est sub-claquante. Depuis le temps qu'on le dit et l'écrit ! Les faire-part ne vont pas tarder. Justement en voici un : la contamination de certaines espèces de poissons par le mercure menace directement la santé humaine. 500 échantillons récents de thon rouge, crabe et dauphin révèlent une teneur moyenne supérieure à un mg/kilo. Deux fois la norme tolérée par la législation. Les experts du CERBOM (Centre d'Études et de Recherches de biologie et d'océanographie médicale) de Nice et de la station marine d'Endoume trouvent la situation « désastreuse ». Mais comme à Minamata au Japon, les usines de la côte et notamment celles de Fos/mer, continuent en toute impunité à déverser les résidus mercuriels dans la poubelle marine. L'opinion publique, hantée par les problèmes de l'emploi, a d'autres spectres du chômage à fouetter. On attend l'accident : la paralysie du système nerveux des victimes et la naissance comme à Minamata de « légumes humains ». Alors on bougera : on construira quelques stations d'épuration, vite engorgées. On ne remettra pas en cause l'expansion de l'industrie électrochimique (chlore et soude) consommatrice de mercure, ou de l'industrie électro-nucléaire sur le littoral. On ne discutera pas le type de civilisation qui s'y rattache. Ce serait une démarche passéiste.

Kent, with the famous micronite filter, le choix du bon sens

■ Les poissons se parlent, ont révélé les chercheurs du CERBOM à Nice. Un sorte de code mulet règle les rapports entre les espèces mais ces messages ne passent plus dès lors qu'ils sont brouillés par la pollution chimique des eaux. Faut-il voir là une des raisons de la mort des cachalots qui s'échouent sur les plages, comme désorientés ? Conclusion provisoire des chercheurs : si la pollution chimique des océans se poursuit, on assistera à la croissance démesurée de certaines espèces au détriment des autres, à la neutralisation du pouvoir bactéricide de l'eau de mer, à la disparition de

certaines poissons qui mourront sans avoir trouvé le chemin de leur migration ou à la modification de leur instinct sexuel. Bref à l'apocalypse des espèces marines. Fin 72, le conseil général des pêches, réuni sous l'égide de la FAO, et constatant la présence de 16.000 usines sur le littoral méditerranéen, sans compter les 38 millions d'habitants sédentaires, qualifiait la situation de critique. Depuis ? On s'est réuni, on a discuté, fixé la date de la prochaine réunion et cherché des adjectifs plus alarmistes que « critique ». On a trouvé coma dépassé. C'est déjà pas mal.

Ford Escort : quand on est petit, il faut être costaud

■ La mer du Nord a ses soucis elle aussi : l'Angleterre, assoiffée de pétrole, active ses forages sous-marins à des profondeurs supérieures à 100 m. Si tout se passe bien, la Grande-Bretagne devrait acquérir son indépendance énergétique en 1988. Mais les forages of shore ont quelques inconvénients. Le fond de l'océan est recouvert de pipe-lines. Un véritable plat de spaghettis a dit un ingénieur de la BP. Et paraît déjà que des terroristes, (palestiniens, cela va de soi), auraient envisagé de dynamiter les canalisations. Accidentel ou pas, une rupture de tuyau aurait les conséquences que l'on devine sur la pêche et la couleur du sable fin anglais. On va donc couvrir la mer de patrouilles pour faire face aux aléas de la technologie pétrolière. Refrain connu : multiplions les protections. On a entendu ça pour les transports de déchets radioactifs de la technologie nucléaire. C'est fou le nombre de flics qui seront nécessaires quand le capitalisme voudra protéger la nature – donc l'homme – des risques qu'il lui fait courir au nom du bonheur de l'homme.

A quoi sert le progrès si vous n'en profitez pas : Citroën CX

■ Chaque année, trente mille substances chimiques nouvelles sont lancées dans le circuit industriel dont le terminus est l'homme, via son estomac, ses poumons, son sang. Il faudrait tester ces substances. L'industrie n'a pas le temps. Nécessité de l'expansion oblige ! Les experts du congrès international sur le cancer de Florence parlent même de « pressions industrielles » sur la législation de la santé. Qu'est-ce à dire ? Bonheur et santé de l'homme ne seraient plus prioritaires ? On aimerait mieux voir l'homme travailler et produire n'importe quoi à n'importe quel prix ! Vous m'étonnez. Les mêmes experts médicaux imputent à l'environnement moderne 80 % des causes de cancer. La Science a vaincu la septicémie, la tuberculose et la mortalité infantile. Mais la technologie, (main du profit dans la culotte de la science), reste responsable des quatre fléaux de l'environnement industriel : l'infarctus, la baignole, le cancer et les maladies mentales. Où est le progrès ? Question passéiste !

Rien, y se passe rien.
L'homme assujettit, croît et se multiplie.
Les poissons crèvent, l'air pue, l'eau croupit.
Après avoir resserré le crédit
pour juguler l'inflation,
le gouvernement s'apprête à relancer
la consommation. La routine, quoi !
Comme avant toutes les fins du monde.

Est-ce que votre argent travaille aussi bien que vous ? Crédit Agricole

■ Où est le progrès ? C'est ce que se demandent les alsaciens de Marckolsheim. Leur décision de refuser une usine allemande de stéarate de plomb – ses tonnes de poussières de plomb, son saturnisme – prouve bien qu'ils n'ont rien compris à la notion de qualité de la vie. C'est ce que M. Jarrot, ministre, leur a fait comprendre : la qualité de la vie, les a-t-il grondés, c'est le travail, la vraie pollution c'est la flemme. Pas convaincus, les manants du Bas-Rhin s'obstinent et l'affaire de Marckolsheim tourne au Larzac écologique. Comme au Larzac ou à Lip, on refuse les leçons de bonheur des maîtres d'école gouvernementaux et patronaux. On veut autogérer la qualité de sa vie quotidienne. Comme à Lip également, les démarcheurs de bléidine idéologique s'affairent sur le terrain : on a vu arriver là-bas, entre autres soutanes, l'évêque de choc alsacien Erlinger, le roi de l'hostie pure et dure. Et comme partout, les partis ou groupuscules vendent à l'encan leurs solutions-miracle. Sans succès. Si les gens se mettent à savoir ce qu'ils veulent, à penser par eux-mêmes et à se passer de guides, c'est l'anarchie. S'ils ne croient plus aux bienfaits du capitalisme multi-national, c'est le retour à l'âge de la pierre taillée. S'ils mettent des frontières aux pollutions, c'est du poujadisme écologique.

Air-Afrique : nos jets du soleil sont d'abord des jets d'affaire

■ Les maladies de l'environnement, la mort des océans, n'apparaissent pas en négatif dans le calcul de ce Produit National Brut (PNB), hit-parade des nations, espoir suprême et suprême pensée des possédants et des possédés, baromètre du bien-être métallurgique. Non seulement elles n'y figurent pas au passif, mais elles en renforcent l'actif. La station d'épuration, le filtre, l'avertisseur de pollution, l'hôpital, tous ces cataplasmes de nos sociétés déboussolées, augmentent le PNB d'une nation. Question : la brise odorante qu'une vahinée fait souffler sur un hamac est-elle prise en compte dans le calcul du PNB des polynésiens ? Non ! Mais les retombées économiques de la bombe française le sont. (les autres retombées, radioactives, n'en parlons pas, elles n'existent pas). Au tarif du collier de fleur et de la lagune, la Polynésie est donc un pays sous-développé, tandis que le Japon de Minamata et de Kashima paradise (1) est un grand pays industriel. Et on vous expliquera qu'il est urgent d'investir en Polynésie pour lui permettre d'accéder au « miracle » japonais. Ces doux illettrés, comme un certain nombre de leurs « congénères » du Tiers-monde, ne sont pas éblouis par le mode de vie occidental. On remarquera en passant que les seuls pays où le « décollage » s'effectue en douceur sont des pays à caractère fascisant comme le Brésil ou l'Iran (Poniatowski dirait : et les pays commu-

nistes, alors !). C'est pas par hasard : « dans les rapports de forces qui s'établissent à l'intérieur des nations comme entre les nations, l'industrialisation sert de prétexte et aussi de support au pouvoir » écrivait Ph. Simonnot, du « Monde », dans une bonne enquête sur « les tiers-mondes ». Tout est lié : l'usine c'est la hiérarchie, l'objet déifié, le travail aliénant, le travailleur enchaîné à ses traites d'électro-ménager, bref un pays paisible, gouvernable, gouverné, et comment !

Le Crédit Lyonnais vous voit déjà ayant quitté papa-maman (2)

■ Qui veut s'attaquer au pouvoir doit s'attaquer à l'industrialisation délirante – c'est facile – et à la notion même de travail – c'est plus délicat. L'occident a mis le monde en équations, courbes et schémas. Il a tout quantifié à l'unité de valeur/travail. Mais on observe des lacunes dans la marche royale de l'humanité vers la sagesse. On est capables dans la même foulée d'aller dans la lune et de laisser pourrir le Bengla-Desh, d'inventer l'ordinateur et le tiercé, de marier l'astronaute à la voyante. La crise, si crise il y a, est donc un décalage mortel entre les espoirs du progrès scientifique et le bégaïement des sciences humaines. Entre Archimède et Einstein, on a frit du chemin, disait un toubib à la télé vendredi soir, mais entre Platon et, par charité il n'a pas donné de nom, disons Raymond Aron, on peut pas dire qu'on ait avancé. Au contraire. Le savoir d'Einstein entre les mains de Pinochet, voilà le cauchemar qui nous guette.

Arthur

1) C'est un film de Yann Le Masson et Bénie Deswartes qui sort en douce au studio Alpha, à Paris 5^e. Peu de chances de le voir en province aux conférences de connaissance du monde !
2) Publicités piquées dans un journal (de gauche) du lundi en hommage à la société de consommation qui s'écroule sous nos yeux.

NOTRE COUVERTURE

Des centaines de kilos de poissons, cabillauds, merlans, congros, rongés jusqu'à l'arête par des acides corrosifs, ont été rejetés à la mer par les pêcheurs de Calais. Là bas comme ailleurs les industriels déversent à la mer des milliers de tonnes de déchets polluants, comme le bioxyde de titane, en toute bonne conscience et en toute impunité. Le titane n'est-il pas un produit vital ? Les pêcheurs du Pas de Calais ont demandé audience au ministre de l'environnement. Mais est-ce bien le moment d'ennuyer le ministre de l'industrie, hanté par le spectre du chômage ? Pour une histoire de poissons !...



Les disques d'embrayage, les freins et leurs garnitures: de l'amiante qui s'envole dans l'atmosphère des villes embouteillées.

UN ENNEMI INVISIBLE ET P

En marge du congrès de cancérologie

LE grand public ignore souvent que l'amiante fait étroitement partie de sa vie quotidienne. Par exemple, neuf automobilistes sur dix ignorent qu'il y a de l'amiante dans les joints de culasse, les joints de tuyaux d'échappement, des pompes, des carters de leurs machines, comme il y en a en fortes proportions dans les disques d'embrayage et les garnitures de freins.

On retrouve encore l'asbeste dans l'isolation des canalisations de chauffage central, dans les chaudières, réchauds radiateurs électriques ou à gaz... et en quantités industrielles dans les bateaux.

« Le comité d'experts de l'Office Mondial de la Santé a recommandé de mettre au point une épreuve d'identifications de chauffage central, dans les chaudières, réchauds, autrement dit le talc. [...] Il a été signalé qu'après injection sous cutanée à des rats, les fibres d'amiante étaient véhiculées jusqu'à la pleure. [...] Il est prouvé aujourd'hui que jusqu'à la pleure. [...] Il est prouvé aujourd'hui que l'amiante dont on fait une grande consommation dans l'industrie... est un produit fortement cancérigène. [...] Le talc est également utilisé dans la confiserie pour empêcher les bonbons de s'agglomérer; et dans les ateliers de glaçage du riz. » (in « La Terre Chauve », Maurice Pasquelot, la Table Ronde). Le congrès de cancérologues réunis à Florence a récemment refait la mise en garde à propos du riz blanc et particulièrement des riz dits « incollables ».

Les panneaux d'insonorisation contiennent une forte proportion d'amiante, comme les rideaux, les moquettes, les tissus des fauteuils des salles de spectacles. Il y a encore de l'amiante dans le gant qu'utilise la cuisinière ou la maîtresse de maison pour saisir le manche d'une casserole sur le feu, dans les plaques de grille-pain, dans certains emballages et cartonnages résistant au feu et dans les filtres à bière et à vin. De l'amiante encore dans les dalles de plancher de certains immeubles (dalles en fibro-ciment), les canalisations, les toitures de bâtiments - également en fibro-ciment - où la fibre de base est de l'asbeste. Comme les vêtements spéciaux des pompiers. Il y a encore et surtout de l'amiante - mais cette fois projeté à la tonne - sur les poutrelles métalliques qui constituent l'ossature de la plupart des immeubles modernes et principalement des « tours ».

L'amiante suit l'homme jusque dans les espaces sidéraux :

il entre pour une part importante dans la confection des vêtements des astronautes comme dans les revêtements antifeu des cabines et laboratoires spatiaux.

Sur le bureau du géologue les deux échantillons de roche prennent des reflets chatoyants. Le premier ressemble à s'y méprendre à une pépite d'or. Bien que moins rutilant, le second n'en est pas moins d'un joli vert tendre. Le géologue frotte du bout de l'ongle le caillou aux allures de mini-lingot d'or. Des fils plus fins que des cheveux d'ange s'en détachent et forment bientôt une touffe de poils soyeux. Même résultat avec le caillou vert. Le spécialiste isole une fibre de la petite pelote et me la montre à la lumière d'une lampe électrique :

Vous croyez voir une seule fibre, dit-il. Détrompez-vous. Il y a plusieurs centaines, toutes creuses, mesurant à peine 2 à 300 millièmes de millimètre d'épaisseur, parfois moins. Si bien qu'un kilogramme de ce matériau - les anciens l'appelaient le minéral-miracle - permet de filer jusqu'à 15 kilomètres de fil d'amiante !

L'amiante que l'on appelle aussi l'asbeste, est un minéral unique en son genre. Il est simultanément imputrescible, incombustible, très mauvais conducteur de la chaleur et de l'électricité, insensible aux acides, mais capable de supporter des tensions considérables, de résister cent fois mieux que l'acier à n'importe quel autre métal ou alliage à l'usage et aux frictions. Il fait - invisible mais très souvent présent - partie de notre vie quotidienne.

Mais à y regarder de plus près, ce pseudo-ami semble devoir faire payer très cher ses services. Avec de plus en plus d'insistance, de plus en plus nombreuses, des voix d'éminents médecins et chercheurs s'élèvent un peu partout dans le monde pour mettre ce matériau en accusation, donner l'alerte; bref, proclamer que l'amiante est **dangereux** ! Et demander une stricte réglementation de son emploi.

- L'amiante constitue un danger à double face, dit par exemple le docteur Andrew S. Saccone, du Mount Sinai Hospital de New York. La première nous a longtemps caché la seconde, car autrefois on croyait qu'il s'en prenait exclusivement au personnel des usines où l'on carde, tisse, file de l'asbeste. Or, ce n'est pas uniquement ce personnel spécialisé qui est menacé, mais aussi des populations entières vivant dans les grandes agglomérations. Elles sont exposées sans défense au mésothéliome pleural - autrement dit le cancer de la plèvre - contre lequel la cancérologie avoue sa totale impuissance.

Le premier, un inspecteur du Travail exerçant dans l'ouest de la France, avait soupçonné le danger que recèle ce produit, il y aura bientôt 70 ans. Appelé à se rendre dans des usines où l'on travaillait sur de l'asbeste, il avait vu flotter dans les ateliers une poussière parfois très dense qu'ouvriers et ouvrières inhalaient pendant 10 ou 12 heures par jour.

« L'inhalation de cette poussière à laquelle des fibres d'amiante sont intimement mêlées, est vraisemblablement malsaine », avait conclu l'inspecteur dans un rapport.

A quelques années de là, alertés par les symptômes qu'éprouvaient certains ouvriers ayant travaillé en contact direct avec l'amiante, la médecine découvrait l'asbestose. Une maladie un peu comparable à la silicose des mineurs, à cette différence près que ce n'est pas la poussière du charbon qui diminue de façon irréversible la capacité pulmonaire de celui qui en est atteint, mais des fibres d'amiante inhalées pendant le travail. Si la victime de l'asbestose ne disparaît pas à la suite d'une pneumonie, ou parce que son cœur finit par flancher, elle meurt d'étouffement après des mois et parfois des années d'un véritable calvaire.

Il fallut néanmoins attendre 1945 pour qu'enfin cette affection fût classée en **trantième** position parmi les maladies professionnelles. Pourquoi ce retard ?

- Parce que, me dit un généraliste des environs de Fiers, en Normandie, où se trouvent les principales usines françaises traitant l'amiante, les industriels nièrent longtemps et énergiquement qu'il existât une relation entre le fait de travailler sur de l'asbeste et le mal qui frappait certains ouvriers.

Longtemps, dans cette région, les industriels avaient recruté leur main-d'œuvre parmi la population agricole de l'endroit. Une population à laquelle on a souvent reproché son penchant pour le calvados, source d'alcoolisme. De sorte que, lorsqu'après des années passées à l'usine un ouvrier quittait son emploi parce qu'il ne pouvait plus respirer normalement, qu'il s'essouffait, il était tentant d'imputer son état physique davantage à l'usage du calvados matinal, à un mauvais rhume mal guéri ou aux deux, plutôt qu'à l'environnement professionnel.

Il est exact que maintenant les industriels s'emploient à limiter les risques de différentes façons.

Mais dans ces ateliers, le port du masque est obligatoire, me dit le responsable de l'usine, qui m'accompagne.



Le goût du risque... mais un danger imprévu se cache dans les fibres de la combinaison.

ARTOUT PRESENT : L'AMIANTE

Effectivement, quelques ouvrières et ouvriers portent devant leur bouche et leur nez, une sorte de masque prophylactique à la chinoise, fait de quelques épaisseurs de gaze et de coton. Mis à part un homme de couleur, (avec les femmes, ce sont ceux qui obéissent le mieux au règlement, me dit mon accompagnateur), je ne vois guère d'ouvriers mâles, pourtant nombreux, munis de cette protection.

- Voyez-vous, me dit un manutentionnaire, ce masque a beau avoir été agréé par l'I.N.R.S. et la Sécurité Sociale, son port est inconfortable. Il tient chaud et entretient autour de la bouche une humidité désagréable, due à la respiration. Et puis, il empêche de fumer...

La direction de l'usine, elle, possède des statistiques. Elle sait qu'inévitablement un certain nombre de ses ouvriers finira asbestosique, malgré les précautions prises à l'embauche (visites médicales approfondies, par exemple). Mais elle n'impose pas le port du masque. Aucun panneau au moment de ma visite ne rappelait cette obligation sur les murs des ateliers réputés dangereux.

au-delà de l'asbestose, le cancer du poumon...

Or voici que l'affaire prend une nouvelle tournure.

En 1935, alors qu'ils se livrent à l'autopsie de deux hommes à première vue décédés d'un cancer du poumon, les docteurs Matthews D. Smit et William Lynch, attachés à un hôpital du New Jersey (USA), découvrent qu'en réalité ces deux hommes sont morts d'un mésothéliome pleural - un cancer de la plèvre. Un cancer extrêmement rare à l'époque, puisqu'on n'en découvre qu'un seul en moyenne pour dix mille cancéreux décédés et ayant fait l'objet d'une autopsie. A quelque temps de là, le docteur Irving J. Selikoff alors tout jeune médecin dans ce même hôpital, découvre coup sur coup cinq cas identiques, qui font subitement grimper la moyenne générale des morts par mésothéliome pleural à des hauteurs inattendues. Son tempérament de chercheur-né aidant, le jeune praticien se met en tête de reconstituer l'histoire de ces sept victimes d'un même mal.

Quel point commun mystérieux pouvait bien avoir uni les sept malheureux de leur vivant ? Au prix de grandes difficultés, le docteur Selikoff trouve : tous avaient été plus ou

moins en contact avec des poussières d'amiante. Les uns parce qu'ils avaient travaillé dans des usines où l'on traitait de l'asbeste. Les autres, parce qu'en qualité de chaudronniers, de tuyauteurs, d'employés de chantiers navals ou de firmes produisant des panneaux d'isolation thermique, ils avaient été appelés à manipuler de l'amiante à des titres divers. Fait singulier, aucun d'entre eux n'était asbestosique au sens propre du terme ; la quantité de fibres présentes dans leurs poumons était insuffisante pour provoquer une fibrose pulmonaire caractérisée... En revanche, le cancer pleural les avait terrassés.

- A l'époque, dit aujourd'hui le professeur Selikoff (il est devenu entre-temps directeur de l'Ecole des Sciences de l'environnement au Mount Sinai Hospital de New York), nous ne pouvions que prendre note de cette coïncidence, et constater que les victimes du cancer de la plèvre que j'avais observées avaient toutes été plus ou moins longtemps, et à des titres divers, en contact avec de l'amiante. C'était une constatation, pas une preuve.

N'empêche que dans le monde entier, intrigués par les observations de leur collègue américain, des chercheurs s'intéressèrent à la question. Et accumulèrent par dizaines les cas de victimes de cancer pleural qui, pratiquement toutes, lorsque leur histoire a pu être reconstituée, avaient travaillé de l'amiante ou s'étaient trouvées en contact avec ses fibres à l'occasion de leur carrière professionnelle. Les preuves entre la relation de la cause et l'effet manquaient toujours, mais les présomptions s'accumulaient.

Professeur de pathologie respiratoire à la Faculté de Médecine de Paris, membre de l'Académie de Médecine, chef de la clinique de pneumologie à l'hôpital Bichat, Jude Turiat a identifié dans son service le premier cas de cancer de la plèvre imputable à l'amiante enregistré par la littérature médicale française, en 1965. Il m'explique :

« Pendant très longtemps, il avait été impossible de prouver matériellement la responsabilité de l'asbeste dans le mésothéliome pleural, parce que les fibres qui le provoquent n'étaient visibles ni à l'œil nu, ni au microscope classique. Jusqu'au jour où des chercheurs ont imaginé une méthode d'examen extrêmement complexe des cellules pleurales cancéreuses. Ce n'est qu'à ce moment-là que la présence de fibres d'amiante infra-microscopique (moins de dix millièmes de millimètre), a pu être démontrée dans la tumeur. »

Pour le professeur Jude Turiat, pour ses collègues étrangers, le processus du déclenchement du cancer pleural

peut ainsi s'expliquer : des fibres infra-microscopiques réussissent à pénétrer à l'intérieur des cellules de la plèvre (plus rarement dans celles de l'estomac ou de l'intestin). Or ces cellules sont incapables soit de détruire, soit de rejeter cet élément étranger. Au fil des années, ces fibres qui sont relativement dures, sont capables de perturber le système de reproduction cellulaire. Dès lors se trouvent réalisées les conditions de la prolifération anarchique des cellules, c'est-à-dire, du cancer.

- Ce n'est qu'une hypothèse, dit prudemment le professeur. Mais elle s'appuie sur des faits troublants. Par exemple, les fibres d'amiante sont toujours présentes dans les cellules du mésothéliome pleural. D'autre part, les diverses équipes de chercheurs provoquent régulièrement des mésothéliomes lorsqu'ils injectent des fibres d'amiante dans la plèvre d'animaux de laboratoire. Force est donc de conclure qu'il existe bien une relation très étroite entre l'inhalation de fibres d'asbeste infiniment petites et ce cancer incurable. Enfin, les deux cas sur lesquels j'ai été personnellement amené à me pencher avec mon équipe, se rapportaient à deux hommes, l'un de 48 ans et l'autre de 65 qui, tous les deux sans avoir à proprement parlé travaillé directement sur de l'amiante dans des usines spécialisées, avaient été plus ou moins longtemps en contact avec des poussières d'asbeste.

L'observation scientifique est une chose. Ses implications en sont une autre. Et c'est à ce propos que des voix autorisées s'élèvent dans le monde entier pour donner l'alarme. La voix du professeur Selikoff, entre autres. Le spécialiste américain affirme qu'aux Etats-Unis, où le mésothéliome pleural vient immédiatement après le cancer du poumon des fumeurs (avec lequel il n'a aucun rapport, sinon que le fait de fumer en accélère le processus), une véritable épidémie de cancers de la plèvre est sur le point d'éclater. Parmi les trois millions et demi d'Américains encore en vie qui ont travaillé pendant la guerre dans les chantiers navals où ils ont été en contact quotidien avec des poussières d'amiante, pour commencer. Car le cancer de la plèvre présente cette particularité de ne se révéler que 10, 20 voire même 30 ans après que l'on ait été tant soit peu exposé à des poussières d'amiante. Puis à plus lointaine échéance - vers l'an 2000 - parmi les cinq millions d'Américains qui travaillent en ce moment soit dans des chantiers navals, soit dans des usines spécialisées dans le traitement de l'amiante, soit encore dans des entreprises où l'on utilise l'asbeste. Enfin, parmi le grand public en général.

Et ceux qui ne travaillent pas l'amiante !

Sur quoi repose ce raisonnement ? Voici.

Vers le milieu de l'année dernière, le professeur Selikoff reçoit dans son service la visite d'un homme ayant à peine dépassé la quarantaine et d'aspect vigoureux.

« Voici exactement 10 jours, lui dit le consultant, alors que je me baïssais pour lacer mes chaussures, j'ai éprouvé brutalement une douleur très vive dans la partie inférieure de la cage thoracique. La douleur ne m'a plus quitté depuis, m'empêchant de dormir et de travailler. J'ai consulté mon médecin. Il m'a envoyé chez vous... »

Le professeur Selikoff connaît bien ce genre de symptômes. Lorsqu'ils s'accompagnent de difficultés respiratoires apparues, comme la douleur, sans crier gare, de perte de l'appétit, ils peuvent faire penser à une pleurésie. Seuls des examens approfondis - ponction et analyse du liquide pleural par exemple (la radiographie ne décelant généralement rien d'anormal) - peuvent faire la différence entre une banale affection pleurale et le cancer de la plèvre. Dans le cas présent, ces examens révèlent un mésothéliome.

Le professeur Selikoff sait désormais à quoi s'en tenir : son malade a tout au plus 12 à 15 mois à vivre... Aucune thérapie, aucun traitement, aucune intervention ne seront en mesure de changer quoi que ce soit à ce terrible verdict.

Mais comme à son habitude, il veut savoir pourquoi et comment son patient a pu contracter ce cancer incurable. Une certitude apparaît immédiatement : ce n'est pas au contact direct ou indirect, mais professionnel de l'amiante. En effet, l'homme est bibliothécaire depuis 20 ans. Il n'a jamais rien fait d'autre et n'a jamais vu d'asbeste, ni de près, ni de loin.

Bribe par bribe, le praticien arrache à son malade l'histoire détaillée de son existence. Et apprend ainsi qu'en 1943, alors qu'il était enfant et que son père avait trouvé un emploi dans un chantier naval de Brooklyn, toute la famille était venue s'installer près du lieu de travail paternel. Le jeune garçon qu'il était alors passait ses moments de liberté à jouer avec d'autres enfants de son âge sur les quais, tout près des chantiers où, à l'aide de pistolets spéciaux, des ouvriers projetaient de l'amiante sous forte pression, à longueur de journée, sur les structures internes des navires en construction afin de les protéger contre le feu. Les spécialistes affectés à cette tâche portaient des masques et des vêtements spéciaux. Pas les enfants qui jouaient dans le voisinage et qui par conséquent respiraient un air dans lequel des particules d'amiante se trouvaient en suspension. Pour le professeur Selikoff qui venait de découvrir des mésothéliomes pleuraux chez des femmes qui avaient inhalé d'infra-microscopiques fibres d'amiante en brossant les vêtements de travail de leurs maris employés dans des usines de chaudronneries, il ne fallait pas chercher ailleurs l'origine du mal qui avait frappé le bibliothécaire à retardement...

Du même coup, le problème prenait des dimensions difficiles à imaginer.

— Nous sommes en droit de considérer que le risque est aujourd'hui général, dit le professeur Turiat. Il existe partout où se détruisent des immeubles anciens - destruction qui provoque l'envol de poussière d'amiante enrobant les vieilles installations de chauffage, et où s'en construisent de nouveaux selon les techniques modernes.

Dans un cas comme dans l'autre, des poussières d'asbeste s'envolent à tous les vents pour retomber parfois fort loin de leur point de départ. Le problème est encore plus aigu là où se construisent des « tours » à armature métallique. Afin de retarder l'effet des flammes à l'occasion d'un incendie éventuel qui, en les chauffant leur ferait perdre de leur rigidité, des ouvriers projettent d'épaisses couches de composés à base de fibres d'amiante sur les poutres et poutrelles soutenant l'édifice. L'amiante qui n'atteint pas son but se propage dans l'air environnant, flotte d'autant plus longtemps que la projection a lieu à une certaine hauteur par rapport au sol, et retombe plus tard dans un rayon qui peut atteindre plusieurs centaines de mètres.

Il n'y a pas que cela. Des fibres d'amiante s'envolent encore de chantiers plus modestes et même des arrières boutiques des marchands de couleurs, où l'on découvre sur mesure, à la scie, le plus souvent sans précautions spéciales, des panneaux d'amiante à la demande du client.

En outre, selon des praticiens dont la notoriété se passe de commentaires, il se pourrait bien que l'automobile porte une lourde responsabilité dans la multiplication des mésothéliomes pleuraux : en effet, les disques d'embrayage, les freins et leurs garnitures sont faits d'un matériau dans lesquels l'amiante entre pour une large part. A chaque manœuvre du levier de vitesses, à chaque coup de frein, disques, garnitures et plaquettes s'usent imperceptiblement, libérant une fine poussière à base d'amiante.

— Il s'agit maintenant de prendre des mesures énergiques, dit le professeur Turiat. Et de les prendre dans les moindres délais. Les pouvoirs publics doivent réagir, codifier de façon très stricte les modes d'utilisation et les emplois de l'amiante sous peine d'aboutir à une situation que nous appréhendons d'autant plus que le mésothéliome pleural restera longtemps encore sans doute inguérissable.

D'autres spécialistes viennent appuyer cette opinion. Ainsi relève-t-on dans la Nouvelle Presse Médicale datée du 2 juin 1973, sous la signature du Professeur R. Lasbère, directeur du Centre de Pneumologie de l'hôpital Beaujon et de ses collaborateurs, A. Hadengue et M. Legendre, ces lignes significatives :

« Les manifestations pleurales constituent une extension très importante de la pathologie de l'amiante. Cela doit conduire, et le plus tôt qu'il se pourra, d'une part dans le domaine professionnel à la révision du tableau n° 30 ainsi qu'à des mesures de prévention mieux adaptées aux nombreux postes où l'amiante est utilisé, d'autre part dans le domaine de l'hygiène publique à des mesures destinées à éviter la dissémination des poussières en dehors des lieux où l'amiante est travaillé. »

Enfin, dans la Nouvelle Presse Médicale également, en date du 23 février 1974, nous relevons une lettre des docteurs R. Pariente et J. Guttières, du service de pneumologie et réanimation de l'hôpital Antoine Béclière de Clarmart (Hauts de Seine), qui précisent :

« La relation certaine entre l'asbestose et le cancer est établie dans presque tous les pays évolués et prise en charge comme telle... Dans notre pays, les cancers bronchiques et gastriques ne sont jamais pris en considération pour indemniser les veuves des malades atteints d'asbestose. Ceci sous deux prétextes qui mériteraient plus d'attention :

- le lien de causalité n'est pas établi ;
- le tableau des maladies professionnelles, dont on connaît les retards de mise à jour, n'en font pas état.

« Ne serait-il pas nécessaire que des faits démontrés aux Etats-Unis depuis 1962, soient enfin appliqués au niveau de la législation française en 1974 ? »

Une amère moisson

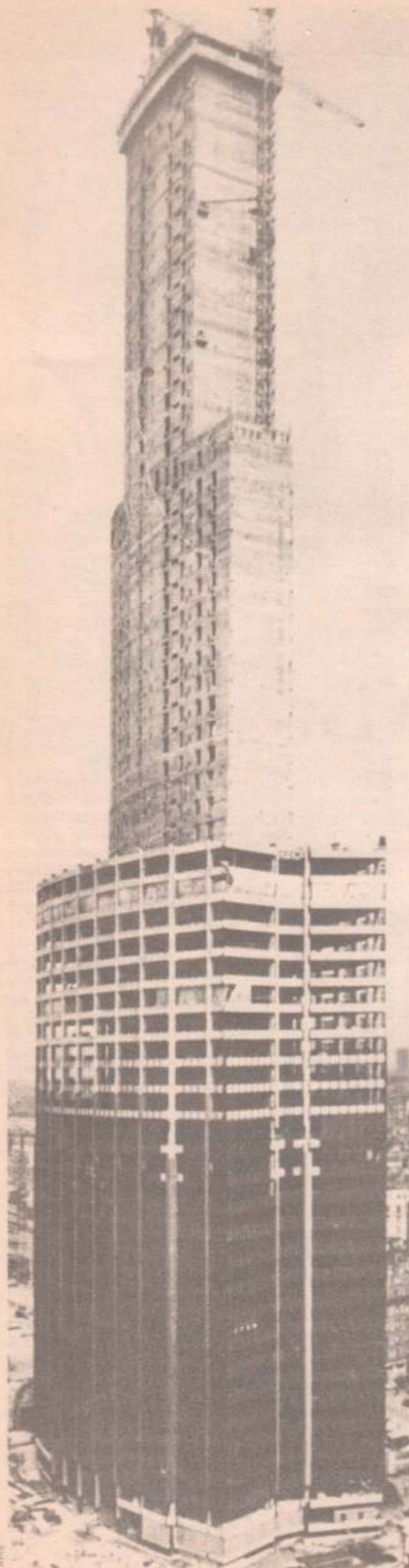
Pour l'instant, les pouvoirs publics ne paraissent guère s'émouvoir de ces interventions. Au point que las de voir leur action demeurer sans effet, les savants en viennent à compter sur la presse pour attirer l'attention du public - et par extension faire prendre à l'Administration conscience de ses responsabilités. Ainsi, le Professeur Jude Turiat (qui a pris connaissance de cet article AVANT sa parution), est-il amené à écrire notamment à son auteur :

— Cet écrit... expose clairement le problème du danger de l'amiante sans exagération et, à l'inverse, sans en minimiser la gravité. Je souhaite que l'avertissement que vous donnez soit entendu et que vous ayez auprès des Pouvoirs Publics plus de succès que les médecins. »

Quant au Professeur Selikoff, voici ce qu'il écrit dans « Today's Health », revue publiée par l'Association Médicale américaine :

« La plupart des scientifiques sont d'avis que le public a le droit de connaître les faits, tous les faits - les bons et les mauvais. Je crois que nous ne pouvons ni cacher ni adoucir la dure vérité. En tant que chercheur, je m'estime responsable devant le public ainsi que devant tous ceux qui travailleront sur de l'amiante au cours des 20 prochaines années et, naturellement, des centaines de milliers d'autres qui vivront dans leur entourage. C'est pourquoi je suis convaincu que le public doit être tenu au courant de la connaissance scientifique. Faute d'un public informé, les choses n'avanceront guère et les contrôles demeureront trop peu nombreux. Et dans trente ans d'ici, nous continuerons à recueillir la même amère moisson de cancers... »

Jacques Liprand



D'épaisses couches de composés à base d'amiante sur les poutres et poutrelles.



PARACHUTE, MINISTÈRE, ET PETITE MOTO

André Jarrot est ministre de la qualité de la vie.

Si vous êtes mécontents, maussades, inquiets, écrivez-lui : c'est votre homme !

« Moi, je fonce, même si je me trompe, je fonce quand même ». Voici, par lui-même, le portrait d'André Jarrot, chargé, par le truchement du ministère de la qualité de la vie, d'orienter la politique giscardienne dans trois domaines précis : environnement, jeunesse et sports, tourisme.

Grand, baraqué, une vraie force de la nature, un risque-tout, prêt au coup de poing, gros mangeur et grand buveur, engagé volontaire à 17 ans, recordman du monde de moto en 1938 : un homme, un vrai. Parachutiste, ce bourguignon jovial fit la résistance, côté De Gaulle : voici pour l'assise politique de Dédé dans sa région. Ni Monsieur André, ni Jarrot, Dédé tout court. Fils d'un modeste employé SNCF, il entra, en 27, à 21 ans, à la compagnie du gaz. Rien à voir avec les énarques qui peuplent les ministères et les gouvernements.

Dédé, c'est la réussite sociale, la preuve qu'en notre bonne république, quand on est débrouillard, on peut « arriver » loin. Garagiste en 38, il tient, pendant la guerre, un garage près de la ligne de démarcation. Responsable RPF de Saône-et-Loire en 47, ce gaullisme de première heure lui donne, jusqu'aujourd'hui, une image politique « pure ». CDR, bien sûr, en 68, il fut maire de Lux, son village natal, de 53 à 65, avant de l'être de Montceau-les-Mines. Député UDR depuis 58, entre autres.

Mélange de promotion sociale et de truculence. Dédé est très populaire. Fils du peuple au bagout imagé, ses bons mots – jugés primaires par les intellectuels – et ses coups de gueule confortent, dans l'esprit des braves gens, l'image du héros, courageux et bonhomme, qui incarne, selon ses propres termes, « la France des profondeurs ». Son sens de l'exhibitionnisme, se double, à l'occasion, d'un goût du spectacle que peu de ministres se permettent : il remonte fièrement la rue Royale à moto devant les photographes, arrive à l'Élysée dans une R5 claire, entièrement électrique – qui consomme plus d'énergie qu'une R5 normale – saute en parachute lors d'un meeting aérien qu'il préside. Accessible à toute requête, sachant se servir de ses relations – c'est un ami de Chirac – le personnage « marche » bien : « ça » passe dans la foule, le contact est bon. Surtout qu'à la moindre occasion, Dédé flatte chez l'auditeur les aspirations les plus individualistes.

Loin de l'imagination, confondue avec l'aventurisme, le bonheur, façon Jarrot, c'est la famille, la petite maison, les enfants sains, dans une société morale. Hostile à la contraception et à l'avortement, il déclare (suivant l'idée chrétienne de la rédemption) : « le bonheur, ça se mérite... il faut rendre aux gens leur bonne humeur ». Arthur Conte, lui, voulait faire chanter la France... Si la qualité de la vie est à Dédé ce que la chanson était à Arthur, ça promet ! Voyons ça.

Pour Dédé, le sport forme la jeunesse et « les enfants qui rentrent au stade ou de la piscine font les familles heureuses ». Sport de masse,

développé à Montceau les mines : une luxueuse piscine draine la jeunesse à laquelle on n'offre pas d'autre distraction. La gymnastique est aussi à l'honneur, et les jeunes champions de sa ville ont réjoui Dédé. Car, sans champion, « la France ne se reconnaît pas ». Le sport, s'il fait un corps sain, garantit aussi des idées saines : ainsi la moto fournit à la jeunesse, selon Dédé, l'exutoire dont elle a besoin.

**Stades et motos, oui !
culture, arabes
environnement
non !**

Donnez-leur des stades et des motos, ils n'iront plus dans la rue ! de la même façon, culture et politique sont proscrits de la circonscription du député Jarrot. S'il dit que « la qualité de la vie, c'est d'abord la bonne humeur, c'est ensuite la tolérance », il proclame aussi que « toute entreprise culturelle n'est qu'une opération de dilapidation des derniers publics », et joint le geste à la parole. En 70, malgré l'opposition de Pompidou, il force Francis Jeanson, directeur de la maison de la culture de Châlons-sur-Saône, à démissionner. Motif : Jeanson a aidé les arabes à tuer les soldats français pendant la guerre d'Algérie !! Quant à l'aumônier de l'hôpital psychiatrique de Sevrey, Jean Desgouttes, il ne put jamais prendre son poste, en raison de ses idées de gauche. La maison des jeunes de Montceau est fermée : on y parlait politique. Si la salle des fêtes brille aussi par son absence, le Creusot, tout proche, a une maison des « arts et des loisirs » : la nuance est subtile ! Les directeurs s'y succèdent – 5 en 4 ans – et Dédé y censure : une exposition fut interrompue par lui et Malaud, en 72.

Quant à sa conception de l'environnement, il suffit de se rendre à Montceau et... de constater. La communauté urbaine Le Creusot-Montceau compte cent mille habitants. Les aciéries Creusot-Loire, la dynastie des Schneider, tout un programme. Au début du siècle, la région trimait pour égaliser Krupp. Aujourd'hui, Le Creusot fabrique les chaudières nucléaires et équipe l'armée en gros matériel militaire. Ici, le travail est roi et nul ne doit l'ignorer : à l'entrée du Creusot, un marteau-pilon haut de 21 mètres écrase la ville : c'était le plus fort du monde au XIX^e siècle. XIX^e aussi, les habitations ouvrières souvent insalubres. Le quartier de la Sablière n'a pas le tout à l'égoût et la Bourbince charrie les ordures ménagères et industrielles. On bosse dur, et, même à crédit, on roule voiture : les environs sont verts, vallonnés et l'on s'y retape d'un travail éreintant.

Détente nécessaire, selon Dédé, qui redoute les conditions de vie qui font « qu'une famille s'effrite, qu'une société s'écoule ». L'environnement, pour lui, fait partie des loisirs. Montceau donne l'exemple : toute la vie au turbin, dans une ville sombre et encore insalubre, et, pour

la détente, si l'on pense « bien », des espaces verts à quelques kilomètres. La sucette, le bon point. On se plaint peu. Il est populaire, Dédé. Un environnement qui, comme toute chose, se paie. « Il faut vendre la France aux Français », clame-t-il, déplorant la fuite des devises vers l'étranger chaque été. En Alsace, il déclare rondement : « je ne tolérerai pas que les hauteurs vosgiennes soient endommagées par des opérations spéculatives » et juge Marckolsheim un problème « de portée nationale ». « Les centrales nucléaires sont indispensables » : Creusot-Loire oblige. L'environnement, une question politique ? « la nature n'est ni de droite ni de gauche. Ce qui compte, par exemple pour une rivière, c'est de l'aimer ». On reste coi.

Parlant beaucoup, il agit peu. Les décisions – voie rive gauche, aérotrain, halles, cité fleurie – ont été prises par le patron. Si Giscard commande tout d'en haut, à quoi sert Dédé ? s'il est ministre, ce n'est pas par hasard. Depuis quelque temps, un promoteur ou un industriel ne peuvent plus dévaster, polluer, falsifier tranquillement, qu'une association de défense s'organise ! la présence, à l'origine de ces actions ponctuelles, de Monsieur tout le monde, inquiète le pouvoir capitaliste centralisé. Une opposition, soit. Mais structurée ! les petites actions, parties de quelques personnes indignées, peuvent rencontrer une adhésion populaire et ce faisant élever le niveau de conscience des masses. Pendant du secrétariat à la condition féminine, le ministère bidon de la qualité de la vie. Pourquoi le ministère du travail n'est-il pas celui de la qualité du travail ? etc... Parce que la vie est un fourre-tout, et que, sous ce vocable, chacun, de gauche ou de droite, peut mettre ce qui lui plaît. Un ministre qui planifie votre vie à votre place : « si vous êtes mécontents, maussade, inquiet, écrivez-moi : je suis votre homme ! » a-t-il claironné ! Ne vous en occupez surtout pas vous-même, n'en parlez pas à votre voisin, écrivez-moi.

**Jarrot est
à la qualité de la vie
ce que l'accordéon
est à Giscard**

Dissuader chacun de prendre une initiative, canaliser les mécontentements, faire taire les revendications.

Faire croire que l'état capitaliste, responsable de la pauvreté de la vie des français, peut y remédier ! Dédé, c'est la caution « populaire » du régime de classe. C'est présenter comme populaire la revendication d'une possibilité d'un mieux vivre exclusivement dans les secteurs hors production. Il y a le travail – qu'on ne conteste pas – et, à côté la qualité de la vie dont je m'occupe, moi, Dédé, vous pouvez me faire confiance ! Administrativement, ce ministère fait écran entre le public et les secrétariats d'état qu'il recouvre. Sans compter

qu'en cas de litige entre deux ministères, l'équité et l'environnement par exemple, la qualité de la vie pourrait jouer la carte du compromis : loin donc de s'opposer aux spéculations, la qualité de la vie les tolérerait et donc les favoriserait !

Pourquoi donc Jarrot à ce poste ? Parce qu'un brave bourguignon réputé pour son franc parler peut commettre des erreurs, dans ce ministère ambigu, sans que le pouvoir politique soit inquiet. Giscard aurait mis à ce poste Dédé le dingue, histoire de discréditer les quelques UDR sur lesquels Giscard peut compter, mais peu probable. Rallié à Giscard implicitement, dès le premier tour des présidentielles – en signant l'appel des 43 –, c'est l'un des seuls UDR sur lesquels Giscard peut compter.

Depuis quelques années, sans qu'on le sache, Jarrot s'est taillé une belle place au sein de la majorité. Si on ne l'aime pas, on le craint. Ses « coups de gueule » ont effrayé quelques préfets, et il l'emporta, sur Pompidou, dans l'affaire Jeanson. On le laisse régner en Saône-et-Loire, tout en le méprisant intellectuellement : cet ancien baroudeur, prêt à l'action, pourrait être bien utile. On ne sait jamais. A ménager.

Appuyé par Guichard, il a obtenu, contre l'avis de l'Éducation nationale, la construction d'un IUT métallurgie et mécanique. Le maire de Cherbourg, UDR lui aussi, s'est vu refuser son IUT... Pourquoi Jarrot et pas lui ? Pour lui aussi d'importantes subventions pour la réfection des routes autour de Montceau. En 74, on prévoit un centre de soins pour les personnes âgées, un agrandissement de la maternité. En 75, assainissement et adduction d'eau. De 72 à 74, on aura dépensé 100 millions de N.F., dont 50 en subventions d'état. Quand on sait que la moyenne nationale de ces dernières, de 23 % en 72, descend à moins de 20 % en 74, on se dit que, dans les hautes sphères, on n'a pas grand chose à refuser à Jarrot. C'est, dans l'échiquier politique actuel, un homme important.

C'est là qu'est le danger, quand on pense ce qu'est Dédé, et ce qu'il proclame. Si Giscard a confié ce poste à un tel personnage, c'est qu'il peut bien faire. Les idées du para-sportif Dédé le fonceur, ont un goût de pétainisme bien âcre : la famille, les enfants, le sport, le travail, la nation, l'ordre... l'austère Royer y a sombré. Aussi fallait-il défendre ces idées par un personnage qui ne soit pas ridicule. Dédé est populaire chez lui, il peut l'être encore dans la France entière. Son atout : il dit tout haut ce que la France de la trouille pense tout bas.

Dédé à la qualité de la vie, ce n'est pas du folklore, c'est toute une politique qui s'amorce. Et avec la crise économique qui fait déjà souffrir les plus pauvres... 1929, c'était juste 4 ans avant 1933...

Laetitia Blars

BANALITÉS

7 h 15 - Simone pédale vers son usine. Elle va conditionner pendant huit heures et demie pour 1 250 F par mois. L'an dernier, son mari ne lui laissait que les allocs et la battait. Alors elle est partie avec ses cinq gosses, trois valises et un carton, dans la voiture de la grande sœur, un jour que le mari avait le dos tourné. La fuite vers la banlieue parisienne. Divorce.

7 h 30 - Simone pointe. Antoine a sûrement pissé au lit. Pourvu que Nathalie pense à faire sécher son drap. Nathalie, c'est l'aînée. Elle taloche les 8 et 9 ans qui se bagarrent, habille les 3 et 4 ans, prépare les tartines et à 8 h 10 elle part pour le C.E.S. Laisser les deux petits à la voisine parce que la maternelle n'ouvre qu'à 8 h 45. Conduire les grands à leur école et courir au collège. Les écoles sont toutes éparpillées, dans cette banlieue.

Midi - Tout le monde mange à la cantine. Christiane a de la chance. Avec ses 1 230 F d'allocs et son salaire, une fois déduits le loyer et les traites, il lui reste 288 F par personne et par mois. Elle a donc droit au 1/2 tarif pour la cantine des gamins. Au-dessus de 300 F, c'est plein tarif.

17 h 30 - Simone pédale vers le H.L.M. Les courses, récupérer les petits chez leur tante, à l'autre bout du pays. Les trois grands, rentrés depuis 4 h 30 font leurs devoirs, en principe.

Pour Simone, la journée de mère au foyer commence. Le mercredi, personne ne va en classe. Nathalie est là. Elle a douze ans la gamine. Mais le mercredi et tous ces jours de congé scolaire, flanquée de ses frères et sœurs, elle en prend quinze de plus. Elle est en sixième, bonne élève.

Rentrée scolaire gratuite lisait Simone en gros titres chez le libraire où elle achetait les cahiers comme ci et les carnets comme ça. Un chèque de 110 F par enfant en âge scolaire pour les familles nécessiteuses disait la radio. Oui, mais c'est calculé sur les revenus de l'an passé. Et l'an passé, séparée de son mari, elle était hébergée par sa sœur en attendant le H.L.M. Des ménages à droite, à gauche. En vacances, quoi. « Nécessiteux », pour l'employé de mairie, a un sens bien précis. Simone n'aura pas son chèque. Rien à faire. Nathalie a droit à une bourse. Elle arrivera fin novembre, pour rembourser la frangine qui a tout avancé le jour de la rentrée. La cantine se paie en totalité, un mois à l'avance. Il faut à peu près deux mois à la commission municipale pour signer un chèque à Simone puisqu'elle a droit à la « demi-gratuité ».

Reste la pension alimentaire versée par le père. Là, pas un centime car il travaille « au noir ». Rien à faire non plus. Des fois, le mercredi, Simone file 17,50 F à Nathalie pour la piscine. 3,50 F x 5. Il n'y a pas d'aire de jeux prévue dans son H.L.M. Quelquefois, sa sœur vient chercher les quatre gamins pour que Nathalie puisse retrouver ses copines du C.E.S. Mais elle roule vraiment pas sur l'or, la frangine, et elle a déjà ses trois petits à torcher. C'est elle qui fait toutes les démarches officielles, demande de divorce, de H.L.M., de bourse, d'allocations. En banlieue, l'administration se trouve toujours loin de l'usine où, du reste, on commence plus tôt et finit plus tard. Si Simone avait dû faire toutes ses démarches elle-même, et il manque toujours un papier pour les secrétaires de mairie pointilleux, elle aurait perdu son emploi. Il n'y a pas tellement d'usines dans son coin. Le vélo, on le lui a prêté. Mais pour la première fois depuis des années, Simone arrive à mettre trois sous de côté. Pour s'acheter un vélo d'occasion, qui servira aussi à Nathalie. Le C.E.S. est construit au milieu du « nouveau village », à la française. Ça fait loin, des H.L.M. à pied.

Parmi les 17 propositions de M. Michel Jobert, il y a en 3 qui auraient dû faire plaisir à Christiane, si elle en avait eu connaissance :

... 12 - réorganiser en profondeur la vie collective en incluant dans le temps de travail rémunéré les trajets faits par les salariés ;

... 14 - assurer à chaque français quel que soit son régime de protection sociale, une allocation de sauvegarde sur laquelle il puisse compter, en toutes circonstances mettant en péril son travail ou sa santé ;

... 17 - diminuer d'un quart les formalités et imprimés des administrations publiques et locales. (A.F.P. 4 octobre).

Danielle

NON-VIOLENCE

OFFENSIVE AU LARZAC

Les compagnons prennent les « Truels » et délogent les paras !

Deux compagnons de l'Arche (communauté de Lanza del Vasto) avec femmes, enfants, chiens, vœu et vache viennent de s'installer dans une ferme du Larzac : « Les Truels » achetée récemment par l'armée.

Le 4 octobre au matin les « 103 » avaient rendez-vous pour ensemer le champ labouré cet été à la fête des moissons. Ils devaient ensuite accompagner les « nouveaux » jusqu'à la ferme et les aider à s'y installer. Depuis la veille, les paras avaient occupé le bâtiment principal estimant sans doute que l'inconfort des dépendances en empêcherait l'aménagement. C'était mal connaître la détermination de Claude, Roger, Marie-Claire et Suzanna qui s'y installèrent.

Sur la défensive, les paras se sont donc retranchés dans le bâtiment principal et tiennent le point d'eau. Les « non violents » eux, sont libres, occupent les granges, labourent le jardin et construisent de magnifiques WC à l'abri des jeps militaires et de trois magnifiques antennes radio qui permettent aux militaires d'être reliés aux supérieurs, au cas où...

Cette cohabitation militaro-non violente est la première du genre. On attend bien la suite.

En fait, ces « nouveaux » ne le sont pas. Roger Moreau est sur le Larzac depuis deux ans parmi les paysans. Il y coordonnait l'action « non violente ». Claude Voron était à la communauté de l'Arche depuis dix ans. Il s'y sentait un peu à l'étroit et avait quelques fourmis dans les jambes. Nous les avons rencontrés tous deux.

AU LARZAC, L'ACTION EST BIOLOGIQUE !

GO : La décision d'habiter cette ferme, vient-elle de vous ou des 103 ?

- Nous ne sommes que les instruments d'une action menée par les paysans. C'est l'A.P.A.L. (Association pour la promotion de l'agriculture sur le Larzac) qui nous loue « les Truels » pour une somme symbolique. C'est l'A.P.A.L. qui couvre et finance les travaux de la bergerie interdite de la Blaquière. Elle est financée par les refus d'impôts.

GO : A qui appartenait cette ferme ?



- Elle vient d'être achetée par l'armée. Le groupement foncier des paysans ne peut tout acheter. Il n'en a pas les moyens, et puis certains propriétaires (non paysans) préfèrent vendre à l'armée.

Ce qu'il y a de remarquable aujourd'hui, c'est que les paysans veulent occuper toutes les terres vendues à l'armée. Ils se considèrent gestionnaires de tout ce qui est sur le plateau.

GO : Y aura-t-il suffisamment de volontaires ?

- Pour labourer, oui, pour habiter, c'est autre chose. Ici, par exemple, il n'y a pas l'électricité, l'eau est dans les citernes, les maisons sont un peu justes. Les paysans travailleurs ont songé à s'y installer, mais ils y ont renoncé.

- GO : Alors, pourquoi vous ?

- Ce sont les paysans qui ont commencé à dire qu'il n'y avait que les « gars de l'Arche » qui pourraient s'accommoder de pareilles conditions. La communauté nous a mis dans des conditions qui nous ont rapprochés de ceux qui

vivent vraiment pauvrement et nous elle a permis de nous libérer même en étant père de famille nombreuse. D'autre part, l'échelle familiale et communautaire est la meilleure école de non violence. Il y a des choses que l'on découvre en communauté, que l'on ne peut pas découvrir intellectuellement aussi intelligent soit-on.

GO : Les enfants ?

- Nous en avons 4. 2 sont scolarisables. Ils iront à l'école. GO : Est-ce viable économiquement ?

- Pour nous, c'est viable. On aura une ou deux années où il faudra nous aider de l'extérieur. Avec une ou deux vaches nous aurons du lait, des fromages. Avec un troupeau de moutons, la laine. Nous pourrions vendre quelques légumes. Le complément se fera par l'artisanat. Il ne faut pas que l'on cherche à faire une exploitation moderne. Ce n'est pas possible.

GO : Non violence passive ou non violence offensive ?

Claude : - J'ai été très touché par le discours de Philippe Fauchot à la fête des moissons. J'ai été concerné. Les non violents ont fait des choses pour le Larzac, mais pas de véritables actions offensives. Si les paysans sentent cela, on doit aller dans leur sens.

Ce qui nous a soufflés c'est de voir chez plusieurs qu'il n'y avait pas que l'action qui les intéressait, mais aussi notre expérience communautaire. De nombreux paysans se posent des questions sur la manière de cultiver (nous cultivons en biologie). Ils en ont marre d'être coincés économiquement. Ils veulent se dégager d'un enchaînement de vie. Ils doivent se remettre en question au niveau de leur manière de vivre, de leur économie et surtout des relations avec leurs employés. Par notre manière de vivre, nous pouvons les aider.

GO : Avez-vous une stratégie d'ensemble ?

Roger : - Je n'appelle pas cela une stratégie. Ce que nous faisons, c'est naturel, s'est plutôt une démarche d'amour. Cela ne peut se poser en termes de stratégie, car cela supposerait qu'il y ait un état major, un rapport de forces, des calculs. Ici, on travaille à faire passer la non violence et on ne calcule pas. Cela se fait tout seul.

GO : N'as-tu pas l'impression d'être coupé du monde ouvrier ?

Roger : - Là, je suis en milieu paysan. Si j'étais en ville, je m'engagerais comme tourneur dans une usine. Vouloir à tout prix une organisation ou une stratégie, c'est vouloir faire l'économie de cet engagement-là qui pour moi est indispensable pour promouvoir des actions populaires de masse.

GO : Quelle est alors ta conception de l'action.

Roger : - Tu ne peux pas faire agir les paysans en fonction de principes ou de théories. Tu dis une chose concrète, ils disent oui ou non. C'est comme cela.

Il y a des choses qui se font d'une manière vivante. On n'agit pas, ici, on est simplement disponible à la vie. On peut l'exprimer par analogie avec l'agriculture. L'action non violente a des lois vivantes qui nous échappent. C'est un être vivant qui se développe avec son rythme et sa lenteur propre et on ne peut aller trop vite. Si on tire sur une fleur pour l'aider à pousser, on la casse. C'est ce qui se passe dans beaucoup de luttes. Il y a toujours des gens impatientes. La vie est plus difficile à exprimer que la mécanique. Les luttes, généralement, sont pensées comme des mécaniques, comme s'il s'agissait de choses. On ne peut analyser tout ce qui se passe quand une plante germe. Tu sais seulement qu'il faut l'arroser. Tu le sais et tu laisses le soin aux théoriciens de l'expliquer après. C'est biologique !

Propos recueillis par J. Morales et Georges Didier

GUEULE OUVERTE

Fondateur : Pierre Fournier. - Rédacteur en chef : Isabelle.

Mise en page : Michel Chénal. - Rédaction : 331.17.93

Administration : Presses de la Bûcherie

8, rue de Condé, 75006 - 033.47.02

Directeur de la publication : Michel Lévêque

Dépôt légal : 3^e trimestre 1974

Imprimerie « LES MARCHÉS DE FRANCE »

44, rue de l'Ermitage, 75020 PARIS

Distribution N.M.P.P.



MARCKOLSHEIM! MARCKOLSHEIM! MORNÉ PLAINE

La mentalité du diplodocus peut-elle être révolutionnaire?...

Idylle

En Alsace il y avait les Vosges, au pied des Vosges il y avait le vignoble, au pied du vignoble il y avait la plaine et dans la plaine coulait le Rhin. Le Rhin, dr Rii. Dans la plaine il y avait la Hardt et le Ried. C'est un peu de sable où croit une forêt. Et n'importe quelle forêt. Elle ne donne rien, ni pâte à papier, ni bois précieux, juste de quoi se chauffer, dans le temps naguère, pré-mazoutique. Une proportion non négligeable d'Alsaciens vit encore dans le pré-mazoutique. Des réacs, dont notre maisonnée. S'holz vu dr Hardt hebt à, qu'on dit en mettant une bûche dans le Kachelofa, poêle de fayence, et on oppose ce feu à celui du bois du Sundgau ou des Vosges qui fäckelet. Le bois du Ried et de la Hardt durait, l'autre flambait. On utilise, utilisait, les deux. Des diplodocus de ma connaissance s'étonnent, quand ils s'égarent dans un appartement de la ville ou dans un pavillon « Isle de Fronze », de voir les femmes se trimballer en Sumerreckla (habits légers) et prétendent qu'on ne peut pas avoir chaud si on n'entend pas le feu flamber. J'ai beau plaider les 22 degrés, malgré les restrictions, de ces demeures, les diplodocus s'entêtent : on ne peut pas avoir chaud si on n'entend pas le feu. S'Fiir rruuurrt. Je signale ce trait de mentalité inadaptée, au siècle du Progrès ! pour introduire à Marckolsheim. Il y a encore en Alsace un gros paquet d'un peuple qui lorsqu'il se chauffe doit entendre - écouter - le feu, pour avoir chaud. Et qui pour se sentir chez lui doit se chauffer au bois car « si je devais dépenser cinq cent mille balles pour le mazout je ne me sentirais plus chez moi ». Cette communication de



sécurité a été relevée par votre grand reporter une bonne vingtaine de fois, exposée en alsacien, qui, selon certains, ne serait pas un « véhicule de communication large »... Une autre communication, toujours dans le véhicule pas large : « Je me fais chier de travailler comme un con pour une bicoque où je ne me sens plus chez moi : cinq cent mille balles pour le mazout plus cinq cent mille balles pour la bagnole pour aller au boulot » (C'est la translation en véhicule large qui commet tous ces pour-pour-pour). Et ce diplodocus-là, quoique ouvrier chez Peugeot, pose, toujours dans son véhicule de communication pas large : « Je ne me sens pas en sécurité dans une bicoque qui coûte tant de fric. » Et le voilà parti, fou furieux, à regretter la maison de son père, qui ne coûtait rien, que tu chauffais au bois qu'on avait pour rien ce qui te permettait de rien foutre si t'en avais envie. Ja! Ja! s'Waldala esch a schena Zit gse. Vingt-quatre ans, O.S. chez

Peugeot et déjà - ou encore - « nostalgique ». Je parle toujours de Marckolsheim car cette petite ville se trouve dans le Ried dont on coupe les bois pour faire place aux Chemische Werke de Munich. Donc il y avait le Ried. Une forêt où le Rhin à la fin de l'hiver s'épendait. Alors seulement on le voyait notre homme, notre arbre de vie, notre eau, louche, vert et argent, notre dinosaure sorti de son lit. Nous, de mon côté, on allait patiner. On patinait au clair de lune. Un jour on a voulu aller jusqu'à Strasbourg, cent kilomètres, pour voir la cathédrale. Je me sens alsacien depuis ce clair de lune là : sur le Rhin débordé patinons jusqu'à la cathédrale. On n'y est pas allé, on a failli.



Devenait Alsacien, le Suédois, le Suisse, le Polonais, l'Italien et l'Arabe établi ici entre un feu ronflant et une vision d'eau débordée, Rii! Rii! Rii! plus quelques réflexes imposés par ces territoires tant contraignants, le tout véhiculé par un véhicule pas large mais qui, vu son étroitesse, passait du Sundgau aux Vosges et de là au vignoble avec un crochet par les vallées après un détour par la Hardt et le Ried et le Kochersberg et l'Alsace bossue, et jouait son facteur. Les vigneronnes qui cueillent le Gewürtztraminer - cette année, chez les petits propriétaires, il sera bon - quand ils se redressent dans leurs vignes dans les collines voient à leur pied la forêt du Ried. C'est beau, c'est un bel espace qui s'engouffre dans la cage thoracique soudain déployée, du bleu, du vert des arbres, du tremblé. Ça leur fait une bonne tête. Ils ont eu leur vision. C'est pas littéraire comme dans les romans en véhicule large de Veurdginia Woolf où les personnages se gonflent de visions et quand ils n'en ont plus partent se noyer, étendards déployés, dans la rivière en crue, mais ça fait tout de même du bon vin parce que ça fait de bonnes gens. Une vision, une!

Jusqu'il y a pas longtemps l'Alsace était enclavée, le Rhin était un fleuve débordant et pas un canal et l'Alsacien était un homme qui avait ses différents territoires dans l'œil : collines de vignes, Vosges roses grises vertes ou bleutées, selon, Ried, villages, petites villes, plus trois villes enclaves et qui ne débordaient pas : Strasbourg, Colmar, Mulhouse. Et puis il a fallu faire face au Progrès. Les fils et les filles des diplodocus, vu que la terre ne paye pas et que les fabriques ferment, ont cherché du boulot. A l'usine! Il n'y avait pas d'usines ou peu dans l'Alsace enclavée - une île elle était de vignes de près de Rieds etcoetera voir plus haut. Mais il y avait des usines chez les miraculés économiques (les Allemands) et qui demandaient de la main-d'œuvre, il y avait des usines chez les Suisses, les miraculés de toujours. Les fils et

les filles des diplodocus sont sortis le matin, tôt, de leurs bicoques à colombages, chauffées au bois qui ronronne, ont piétiné sur la place du village, le car de ramassage est arrivé et il les a conduits de l'autre côté du Rhin, ou à Bâle. Pendant le trajet - moins long que de Bois-Colombes à la place d'Italie - se rinçaient-ils l'œil du Ried traversé? Je ne sais. Mais le Ried était toujours debout. Ils rentraient le soir, pas beaux, vannés, ils sommeillaient auprès du feu crépitant. En été ils partaient dans les champs où la terre est basse et ils s'excusaient - toujours en véhicule pas large - : c'est pas une raison parce que je fais un boulot de con dans la journée pour négliger chez nous un travail qui me fait plaisir. Ils travaillaient la vigne, ils faisaient leur bois - dans le Ried - ils cultivaient leurs tomates, ils meschaient la vache (sortir le fumier) etcoetera. Ils étaient toujours des diplodocus. Ils cultuaient. Ils étaient cultivés. Ils trichaient avec le système. Celui-là les possédait au détour. Quand ils rentraient ils racontaient : le miraculé économique esch a Pescht, c'est la peste : des usines, des usines, de la chimie, c'est pas une vie, faut être con, on n'est plus des hommes, ils vivent pas ces gens-là. Ce qui les frappait c'est le côté goinfre des Schwowas (boches) et des Schwyzer (suisses), le côté goinfre de fric. Ils n'avaient que mépris pour ces mutants. Et ils expliquaient que pour rien au monde ils ne troqueraient leur vie contre celle de ceux d'en face : ils travaillent comme des cons, habitent dans une banlieue, ne vivent plus dans un pays, attendent fébrilement les vacances pour pouvoir aller voir autre chose : Espagne, Yougoslavie. Pouah! Eux ils voyaient autre chose. Le soir. Les week-ends. Quand ils se faisaient porter pâle. Car ces Alsaciens-là, contrairement aux injections du cliché : « les Alsaciens aiment le travail! » étaient et sont des fanas de l'absentéisme. Le cliché n'est pas complet : l'Alsacien aime le travail quand il est plaisant. Façonné par des territoires plaisants il préfère un travail qui est et rend plaisant. Les diplodocus sont morts parait-il parce qu'ils n'aimaient que les feuilles tendres d'un certain arbre appelé Schweissdissi et qu'avec la disparition, pour d'obscures raisons, de cet arbre, ils n'ont pu s'adapter à d'autres feuilles.



Dans mon prochain feuilleton je raconterai comment l'argent gagné de l'autre côté du Rhin provoqua un désenclavement partiel de l'Alsace par une opération esthétique : la construction de lotissements « Isle de Fronze » chauffés au mazout, plus l'acquisition de bagnoles pour aller plus vite de « l'autre côté ». Comme ces demeures insécures assistèrent sans broncher au

désenclavement complet de l'Alsace par les promoteurs de l'Avenir Economique. Alors on sera en plein dans Marckolsheim. Qui est seulement une histoire d'une usine allemande qui va cracher du plomb. Ce qui est mauvais pour nos enfants, nos vignes et nos poumons. Mais si vous voulez un truc bien rond, bien torché, contre la pollution et pour l'environnement - que ce mot est con - bouffez dans votre auge habituelle, celle qui se paye le luxe d'être le LIBRE parce qu'elle passe de la pub pour Bayer, les Chemische Werke, Pechin, Rhône Poulenc. Ici j'essayerai de raconter à ma façon - et attendez la fin pour me traiter de réac - une affaire de plomb dans le poumon vécue par des préindustriels pour qui tout travail qui n'est pas de plaisir est du plomb dans l'aile. On racontera Sicurani, la démission du conseil municipal de Marckolsheim, les nouvelles élections, le tour par ici du pitre Jarrot et de la pitresse Giroud, on expliquera qu'on a intérêt de lutter contre la pollution par le plomb avec une langue pas polluée (l'Alsacien), on montrera comment le capital allemand gagne les nouveaux territoires de l'ouest sans tirer un coup de feu, simplement en tirant des chèques, pendant que le pitre Soufflet fête à Thann le trentième anniversaire de la libération : (Office religieux, cérémonie au monument aux morts, remise de décorations dont la croix de commandeur de la



Légion d'honneur à Monsieur Burgalat, préfet du Haut-Rhin et célèbre « Tasto Mounjetos », défilé à travers la ville au bout duquel seront promis des engins balistiques à têtes nucléaires pour Oberhoffen, Bitche et Belfort.) Si nous voulons que Marckolsheim ne soit pas un bide comme Fessenheim (atome) ou une victoire qui arrange les promoteurs d'une industrialisation « comme au Japon moins les nuisances » nous devons nous étaler comme le Rhin, voir si la mentalité du diplodocus peut être révolutionnaire, si ce dégoût de toute industrie est une régression ou si le peuple alsacien raconte une autre économie, voir si Marckolsheim peut devenir l'affaire d'un peuple et non de quelques missionnaires (amis de la nature, 22 associations, toi, moi), récupérés tôt ou tard par la clique politique et les industriels « propres ». Il y a une question d'emplois, plus loin de racisme, il y a le mot clé : progrès, il y a tant de choses « spécifiquement alsaciennes » qui, traitées en deux pages feraient du beau torché folklo mais ne montreraient pas pourquoi Marckolsheim peut être l'explication de tout un peuple, une crise par laquelle tout un peuple dit enfin tout ce qu'il ne veut pas et tout ce qu'il veut.

René Elmi

Dans la Gueule Ouverte Hebdo, un petit bout est réservé à la rubrique architecture et écologie. S'il y a des dossiers conséquents et qu'Isabelle retrouve la joie de vivre, le petit bout deviendra plus grand. Comme la Gueule Ouverte c'est vous, on vous l'a déjà dit, vous voyez ce qu'il reste à faire.

Dans le n° 21, Colman vous parlait de Marseille et des luttes urbaines radicales. N'y aurait-il aucun problème dans les autres villes de Provence ? Il serait pourtant intéressant d'avoir un point de vue autre que parisien sur la densification, la dégradation de certains points, parallèlement à la désertification du territoire français.

Laisser les spécialistes - architectes, urbanistes, pouvoirs publics - s'occuper de vos affaires, on sait ce que ça donne. L'intéressé qui reprend en main son habitat, ce que certains ont appelé l'autoconstruction, c'est un premier pas vers le refus systématique de la parcellisation du travail, un pas vers la découverte par nos sens atrophiés des lieux où nous évoluons. L'autoconstruction est impossible en ville, direz-vous. Voir... Et les campagnes ? Qui pourra nous dire combien il existe de bâtiments ruraux à l'abandon ? Et qui s'est réellement penché sur une nouvelle conception de l'habitat rural ? Au boulot, les communautés. Arrêtez un peu de rêver et proposez.

L'autoconstruction en ville, c'est peut-être impossible. Mais, la rénovation ? Pour le moment, vous en laissez l'initiative au fric qui rénove le Marais et le revend à 6 000 m².

La rénovation, le Ministère s'en occupe, lui qui vient de primer à travers le PAN (programme architecture nouvelle), à la session habitat de loisirs, l'équipe qui proposait la restructuration de villages existants. On récupère vite, en ce moment. Tellement vite qu'il y a peut-être quelque chose de nouveau en matière de loisirs à trouver. Qu'on arrête avec les résidences secondaires inoccupées 11 mois sur 12, les Sarcelles-sur-mer ou sur neige, la colonisation de la province par le fric citadin, qu'il soit français, belge, suisse ou autre ! Mais, faut-il pour autant stopper tout échange ? N'y a-t-il pas un nouveau type

d'échanges ville-campagne à imaginer ? Au boulot, les mecs.

Au boulot, mais pas n'importe comment. Faudrait commencer par débusquer les termes vagues, imprécis - architecture et urbanisme - par exemple qui couvrent un certain nombre de pièges à con (en rappelant qu'un piège à con peut en cacher un autre).

A chacun de le faire à son niveau.

Ainsi, on aimerait bien que des « nègres » d'agence viennent nous raconter comment s'élabore « la conception » architecturale au sein des agences qui les emploient. On aimerait bien, aussi entrer en contact avec les étudiants d'UP d'Archi. Rappelez-vous que l'archi reste toujours sous tutelle du Ministère des Beaux Arts. Tout un programme... Alors, malgré le gros bond de 68, il y a encore de quoi tomber sur le cul. Il existe encore des secteurs regroupant des anciens ateliers de « maîtres ».

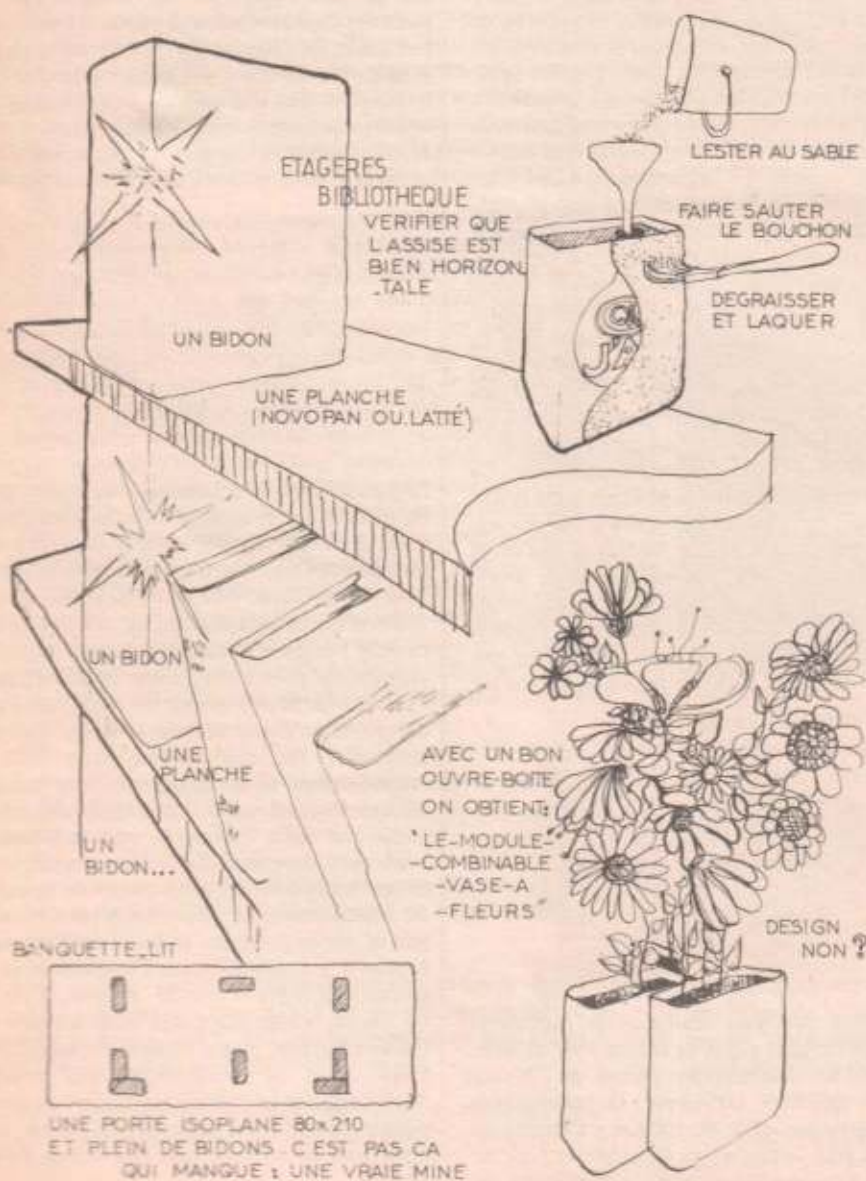
A côté de cela, il y a toute une somme d'études vachement intéressantes qui restent inconnues parce que non diffusées. Que devient la nana de Lyon qui s'occupe d'architecture et phalocratie ? Masos comme on est, on aimerait bien savoir. C'était tout juste un petit tour d'horizon, histoire de vous faire saliver.

Maintenant, si vous imaginez qu'on va faire le boulot à votre place, vous vous gourrez. D'abord, on n'est pas journalistes spécialistes, n'est-ce pas Isabelle ? Heureusement que quelques courageux nous ont écrit, on ne les oublie pas et l'équipe se constitue, mais c'est pas une raison pour que tous les autres s'endorment.

Il s'agit d'essayer de mettre au point une pensée globale et non parcellisée si on veut se donner les moyens d'agir un peu sur notre environnement. Que tout le monde ouvre sa gueule et nous écrive, et pas seulement les spécialistes Archi - Urba, mais tous ceux à qui il viendrait à l'esprit qu'ils sont usagers du domaine bâti. Eh oui, on est tous concernés.

Roucon et Baluzier

UN PRODUIT HAUTEMENT INDUSTRIALISE, PARFAITEMENT FINI, ET VOUE A LA DECHARGE PUBLIQUE "LE BIDON D'HUILE"



UN STATUT DE LA PRESSE, ÇA URGE

« La Gueule Ouverte », kamikase, devient hebdomadaire au moment où la presse se porte le plus mal. Qu'en est-il de cette crise ?

Ainsi, la crise du papier serait organisée par les banques et les grands trusts de la papeterie et de l'édition contre la presse d'opinion ; c'est la conclusion d'un article publié dans le dernier numéro de la Vie Ouvrière, le mensuel de la CGT. Le 24 décembre, cinq jours après la naissance du journal « Le Monde », deux semaines avant que le conseil des Ministres ne décide d'appliquer à toutes les publications une réduction temporaire de tonnage de papier de 50 %, l'Humanité ne parlait pas autrement : « Quelques jours après la sortie du « Monde », succédant au « Temps », du comité des Forges, voici qu'on annonce une aggravation de la crise du papier menaçant à brève échéance tous les journaux patriotes. Ce sont toujours les trusts qui mènent le jeu avec la complicité de hauts fonctionnaires nommés par Vichy et toujours en place... »

1945 avait été l'année du succès pour « le Monde » ; vingt ans après c'est probablement le moins menacé des quotidiens parisiens. On a l'anticipation facile chez les patrons de presse et, déjà, on y médite périodiquement sur ce qu'il restera bientôt de la presse quotidienne parisienne : un quotidien du matin type « Parisien Libéré » et un quotidien du soir type « Le Monde ». « Un pour le métro, un pour la voiture » disait Pompidou.

Concentrations, monopoles ? Tout cela n'est pas neuf ; ça fait des années que l'on en parle de cette crise de la presse, des années aussi que les syndicats réclament que soit enfin discuté ce statut de la presse - statut anti-trusts - promis par le Conseil National de la Résistance dans l'enthousiasme de la Libération. Des 203 quotidiens qui existaient à la Libération, il en reste moins de 90 ; aujourd'hui c'est « Combat » qui sombre avec plus d'un milliard de dettes, c'est « Libération » qui pédale dans les siennes, c'est le « Quotidien de Paris » qui bouffe une bonne partie du budget du « Quotidien du Médecin », qui appartient à Tesson. Pourtant, si contrairement aux quotidiens, les hebdomadaires semblent gagner des lecteurs, ce sont eux qui, aux yeux de bien des professionnels, apparaissent les plus menacés : le coût de fabrication est certainement plus élevé tandis que les recettes publicitaires y progressent assez lentement. Le déficit du « Point » en est à plus de deux milliards, mais le journal gagne des lecteurs ; quant à « l'Express », en dépit d'un bilan optimiste, il serait en train de perdre des annonceurs et des abonnés... Il est vrai que depuis le début de l'année on note une baisse relativement importante des recettes publicitaires (37 % pour la presse en général, selon Bayard Presse qui édite « La Croix » et « le Pèlerin »). « La publicité soutient la presse comme la corde le pendu » écrivait Bernard Voyenne dans son histoire de « La presse dans la société contemporaine » ; aujourd'hui, ce sont les mieux pourvus (en recettes publicitaires) qui paradoxalement supportent plus difficilement les humeurs conjoncturelles. C'est pourquoi on voit mal comment « Le Figaro » (près de 80 % de son chiffre d'affaires sont réalisés par la pub), « France-Soir » et « l'Express » ne laisseraient pas quelques plumes à ce jeu-là. Du peloton de tête des supports publicitaires, « Le Monde » est pour le moment le seul quotidien à gagner régulièrement des lecteurs ; sur le plan déontologique, c'est tout de même plus flatteur « minaude Jacques Sauvageot, le directeur administratif du « Monde ». Par ailleurs, les augmentations successives du journal (il doit passer à 1,20 F) confirment l'orientation du « Monde » vers ce que Sauvageot appelle une « politique du coût réel du journal ». Selon lui, « la presse quoti-

dienne s'adressera à des segments de population qui admettront de payer leur journal à un prix peu éloigné de son coût réel ou bien elle construira des situations monopolistiques sur de grandes aires régionales. » Il est certain que les difficultés provoquées aujourd'hui par la revalorisation et le renchérissement du prix de la pâte à papier ne peuvent qu'accélérer les mutations de la presse ; elles permettront peut-être d'obtenir certains aménagements de l'aide de l'État, mais elles ne dénoueront ni la crise ni le goulot d'étranglement de la presse libre en France. Cela dit, il faut donc s'attendre à une augmentation généralisée du prix des journaux dans les prochains mois : le papier journal, celui de votre quotidien (10 % des quotidiens utilisent près de 50 % du papier), a augmenté de 100 %. Le papier plus élaboré qui sert à fabriquer « la Gueule Ouverte » a subi lui une augmentation de 70 à 80 %. A cela il faut ajouter les frais d'imprimerie, les tarifs postaux et même l'encre ! Les achats de papier qui, selon l'ex-ministère de l'Information, n'entraient il y a quelques années que pour une faible part dans l'augmentation des charges des journaux, ont amené certaines entreprises à réduire le grammage, la qualité du papier journal.

Sous une forme assez complexe, l'État accorde une aide aux achats de papier mais, déjà, certaines rédactions envisagent une réduction de la pagination. C'est grave mais ce n'est pas nouveau ; les paradoxes ne manquent pas dans cette crise du papier et si les journaux engagés à recettes publicitaires minimales et budget fragile semblent les plus faillibles aux yeux des syndicats, ce sont eux, journaux pauvres, qui paraissent finalement le plus aptes à affronter les restrictions. Du coup, les patrons de presse se remettent à causer avec attendrissement de la presse dite marginale, de cette « fausse concurrence » qui lui fait tant de tort ; puis ils découvrent avec émerveillement la presse de quartier qui paraît-il marche terriblement aux USA... Et pendant ce temps-là, Daniel Mayer, le président de la Ligue des Droits de l'Homme, court toujours les colloques sur l'Information : on continue à y écorcher gentiment cette bête noire un peu usée qu'est Guy Lux.

Du côté gouvernement, on a pas davantage d'idées sur la presse : les rapports officiels ne manquent pas et l'on reparlera peut-être de ce projet de création d'un fonds de développement des entreprises de presse « d'intérêt général » qui serait géré par une fondation ! Giscard, qui déclarait ne pas vouloir intervenir lorsqu'on lui parlait du malaise de la presse, serait pourtant sur le point de supprimer l'exonération de TVA dont bénéficiaient les entreprises, cette exonération concernait les activités « presse » (ventes et abonnements) et c'est en fonction de cette part du chiffre d'affaires exonérée qu'était calculée la taxe sur les salaires payée par les journaux. Si cette exonération n'est plus appliquée, les journaux dont les recettes publicitaires étaient nettement supérieures aux recettes de ventes, déjà largement avantagés, seraient donc beaucoup moins pénalisés que les autres... On retrouve la même aberration dans l'application des tarifs postaux ; plus intéressants pour les publications les plus lourdes, ils favorisent particulièrement les publications qui n'ont pas hésité depuis des années à augmenter leur pagination au profit des annonces publicitaires.

Non, la crise de la presse, ça n'est pas neuf ; tant qu'un statut garantissant l'indépendance d'une presse affranchie des trusts ne sera pas élaboré, il ne faut pas compter en sortir.

Monique Girondé

LE COMPOST

Il n'y a pas UN compost mais DES composts. Ils forment (avec les engrais verts) la fumure organique dont l'agriculture biologique a besoin. Aucune technique, malgré la présomption de certaines, ne peut prétendre être universelle.

Qu'il soit en tas ou en surface, de quelques jours ou de quelques mois, le compost doit être adapté au sol, aux cultures, et à l'homme qui le travaillera:

LE BON VIEUX TAS

Le compost en tas n'est pas le tas de fumier. Le compost est un fumier travaillé, préparé et dont l'évolution est contrôlée. Un tas de compost n'est pas composé exclusivement de fumier, mais aussi des matières animales ou végétales les plus diverses. Le fumier épandu trop vite et surtout enfoui trop rapidement est un fertilisant médiocre, et reste souvent chargé de graines de mauvaises herbes et de germes pathogènes. Il ne connaîtra jamais la phase de fermentation aérobie (au contact de l'air, de l'oxygène) qui caractérise tous les composts qu'ils soient jeunes ou mûrs, en tas ou en surface.

Si tu veux faire ton compost en tas, le mieux est de le commencer dans l'étable sous les pieds des bêtes. Ajoute souvent de la paille de manière à ce qu'elle soit bien imprégnée d'urine et qu'elle soit bien tassée. Le milieu étant provisoirement anaérobie (sans présence d'oxygène) tu limiteras les pertes en azote et en potasse. Tu pourras y ajouter des phosphates naturels broyés ou du lithothamne phosphaté pour rééquilibrer le fumier dont la carence principale est le phosphore. Tu baisseras ainsi l'acidité des matériaux.

La stabulation libre (bêtes en liberté dans un enclos) permet le mieux de réaliser la première phase anaérobie du compostage en tas, à condition que la litière soit abondante. Le rapport fumier/paille doit se situer aux environs de 5, 8 à 9 kg de paille par jour pour une bête de 5 à 600 kg. Ainsi l'azote reste prisonnier à l'intérieur du fumier et ne se dégrade pas sous forme d'ammoniac.

Si tu préfères attacher tes bêtes (stabulation entravée), stocke le

fumier dans un endroit à l'abri des intempéries, et où tu pourras le tasser pour favoriser une fermentation anaérobie. Cet ensilage, phase trop souvent négligée, a pour but de ramollir la paille, de la rendre facile à broyer. Cela se passe comme dans la panse d'un ruminant, les organismes anaérobies facilitent la digestion de la cellulose. Cela peut durer un à deux mois. Voir plus : en stabulation libre, certains agriculteurs ne curent leurs étables que deux fois par an.

Le compostage (deuxième phase) est un broyage de ce fumier brut, et une aération des déchets émiétés. Tu fais un tas de section triangulaire de 2 m de base et de 1,50 m de haut, la longueur dépendra de la masse que tu auras à composter. Si tu crains un risque d'asphyxie à la base, n'hésite pas à mettre des fagots au pied et de faire des cheminées d'aération verticale, là aussi à l'aide de fagots. Construis ton tas à l'abri des vents dominants froids. Veille à l'humidité, c'est capital. Ton tas doit toujours avoir l'apparence d'une éponge mouillée, mais non saturée. Dans certains coins la pluie sera suffisante, ailleurs tu devras y veiller toi-même. C'est le degré d'humidité qui te guidera pour sa place au sol. Le pied du tas doit toujours rester humide mais non noyé car un excès d'eau bloquerait toute fermentation aérobie. A toi de voir selon ton sol et l'humidité de la région si tu dois faire une fosse de 20 cm de profondeur et ajouter de l'argile, ou le laisser sur la terre nue et mettre du sable.

Essaie de garder toujours un peu de l'ancien compost pour ensemencher le nouveau. Surtout n'oublie pas, la peau : ton compost doit respirer, mais doit être protégé de l'extérieur ; alors recouvre-le, soit de terre (2-3 cm), de sciure ou de paille (15 à 20 cm). La bâche plastique est à éviter car elle est trop hermétique et risque de faire monter la température au-dessus de 65°, et un certain nombre de bactéries seraient détruites, ainsi que des insectes (colombolis et acariens).

COMBIEN DE TEMPS LE GARDER ?

C'est là que se heurtent les partisans des composts jeunes (1 à 2 semaines) et partisans des composts « mûrs » (5 à 6 mois). Les partisans de composts jeunes (Lemaire-boucher, Racineux) reprochent surtout au compost « mûr » de trop « chauffer », donc de détruire trop de micro-organismes ; d'autre part l'humification en tas libère des substances de croissance, des

minéraux qui n'existent qu'à l'état de traces et qui auront disparu au stade de l'humus stable. Autant d'apports dont le sol ne bénéficiera pas.

Les partisans du compost « mûr », (biodynamistes) reprochent au compost jeune de bloquer l'action des micro-organismes, de dissocier encore des composés azotés et de libérer de l'azote sous forme d'ammoniac. Au contraire le compost « mûr » met à la disposition des plantes les substances nutritives immédiatement. De plus un compost jeune n'est pas contrôlé dans son évolution comme peut l'être un compost biodynamique par le biais des préparations (1).

LE TROISIÈME LARRON : LE COMPOST EN SURFACE

Vient se mêler un troisième larron, le partisan du compost en surface. Plus de tas, plus de phase anaérobie, au contraire, il faudrait pouvoir épandre chaque jour tout ce qui il y a comme déchets. Et si l'on ne peut pas le faire, il faut mieux faire des petits tas non tassés.

Cette méthode (Rusch - Müller) qui s'est développée en Suisse s'appuie sur plusieurs constatations : 1 - dans la nature, le compostage en tas n'existe pas, alors qu'en surface il se réalise naturellement en forêt. 2 - La fermentation chaude met en danger des bactéries thermophiles qui n'interviennent pas dans les processus biologiques normaux. 3 - Le nombre des cellules microbiennes diminue rapidement avec le temps, autant en faire bénéficier le sol au maximum.

Apparemment, il y a un certain nombre de contradictions entre ces différentes méthodes. Ces contradictions nourrissent les oppositions entre les différentes écoles d'agrobiologie, et donc, la recherche. Ce qu'il y a de certain dès maintenant, c'est que ces méthodes de compostage sont complémentaires, même au sein d'une même exploitation.

Myc

(1) Préparations biodynamiques pour le compost : achillée, camomille, ortie, écorce de chêne, pissinlet et valériane. On reviendra en détail sur chacune de ces préparations. Fais 5 trous à 30 cm de hauteur et à 1 m d'intervalle sur les flancs de ton tas. Verse une cuillère à café, d'une seule préparation par trou. N'oublie pas de décaler l'ordre des préparations sur l'autre flanc. Pulvérise l'ensemble du tas avec 1 cm³ de préparation valériane diluée dans 10 litres d'eau de pluie tiède. Et recommence 8 jours après.

IDÉES

PERDRE SA VIE A LA GAGNER

il n'est pas plus innocent de construire des tours que d'écrire un article. Ici, ce sont des montagnes éventrées, là des forêts...

Notre constatation, notre pratique, notre conception du futur, souffrent actuellement d'une façon d'incohérence. A cela, une solution : recentrer l'attention sur le travail.

Il ne suffit plus de dire « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ». En vérité, ils le sont déjà, dans une mystique progressiste qui les attire vers toujours plus de biens de consommation, de confort, de signes extérieurs de richesse. De cette mystique, le patronat a aujourd'hui le profit, et on a beau jeu de dénoncer les assassinats qu'il commet. Supposons que ce profit douteux passe aux mains de la classe ouvrière : qui osera se lever, alors, pour parler de suicide ? Commençons donc ici par rappeler que le marxisme est indissolublement lié par sa dénonciation même au capitalisme. Tous deux nous piègent dans une perspective étatique. Le citoyen dont on ignore qu'il travaille - ce n'est qu'un électeur - équivaut strictement, pour nous, au travailleur dont on ignore ce qu'il fabrique et dont la « force » sociale n'a d'intérêt que pour installer une nouvelle classe de dirigeants au pouvoir. Pour quoi faire ? Travailler à quoi ?

A cette question, l'Histoire a désormais répondu : les retombées du Progrès sont aussi moches à l'est qu'à l'ouest. On ne dépassera pas le capitalisme par le marxisme : il faudra les dépasser ensemble, ou rien. Revenons donc sans cesse aux points suivants :

1. Tout travail, en principe, ennoblit : indifféremment, la matière ou le travailleur... Mythe commode : il permet d'établir des hiérarchies où la quantité précède la qualité et d'évaluer les hommes à la même aune que les objets.

Exemples ? Le travailleur qui accède à des matériaux plus coûteux ou dépense plus d'énergie est assuré de plus de considération que celui qui n'apporte que la force de ses bras. Il en a davantage encore lorsqu'il commande la production : les cadres, concepteurs, modélistes, etc., dont le

pouvoir s'étend sur plus de tonnes de marchandises ou plus de kwh sont mieux payés que les bataillons qu'ils engagent dans l'exécution.

Dans cette optique, il est normal que le patron ait le plus de profit, puisqu'il est à l'origine de toute la dépense...

Un pouvoir populaire peut parfaitement se substituer au pouvoir patronal sans que rien ne change au saccage de l'environnement ni aux systèmes hiérarchiques. Par contre, dès qu'on s'attache à critiquer la valeur ajoutée par le travail - est-il nécessaire, quelles conséquences entraîne-t-il, etc. - on est assuré d'entrer dans la révolution permanente.

2. Il nous faut apprendre à lire et contrôler toutes les urgences qui font que nous acceptons et créons du travail. Distinguer, par exemple, entre le service fourni - une machine à déplacement, un vêtement contre le froid - et les signes ajoutés à ce service, qui font allusion à un mieux-être, un mieux-faire, et qui sont en fait ce que nous achetons. Le fabricant n'améliore nullement le service, au moyen de ces signes, mais nous donne l'illusion que nous sommes mieux servis, parce qu'ils semblent nous rapprocher de l'élite, laquelle dépense plus d'énergie et des matériaux plus rares.

Ainsi, au moment où les services de base pourraient être distribués gratuitement, la demande de signes de supériorité, lisibles dans l'emballage, la vitesse, la couleur, etc., maintient les prix au plus haut, sophistique le travail, engendre les soins métiers, exige toujours plus de matériaux et d'énergie, et nous condamne finalement à la pénurie !

De quoi avons-nous vraiment besoin ? Lorsqu'un politicien prétend satisfaire, sans les discuter, les besoins qu'on vous a faits, posez-lui donc cette question-là. Vous échapperez immédiatement à son attraction, comme à tous ceux qui

vous exploitent avec les besoins qu'ils vous ont créés, dont le premier est comme par hasard... le besoin de travailler. 3. Tout travail met en rapport un certain matériau et une certaine quantité d'énergie. Il n'est donc pas plus innocent de construire des tours que d'écrire un article. Ici ce sont des montagnes éventrées, là des forêts, et dans les deux cas des machines qui tournent et des braves qui les servent.

Plus profondément, il faut voir que le rapport matériau-énergie nous met nous-mêmes dans un état de dépendance vis-à-vis de la nature et des autres. En ce qui concerne la nature, nous avons cru, pendant des siècles, qu'elle se régénérerait toujours toute seule et que nous serions indéfiniment avec elle dans un rapport de prise au tas. Aujourd'hui il nous faut quasiment tout reprendre en charge. Ainsi le travail crée-t-il toujours plus de travail : dans ces conditions, quelle libération en attendre ?

Quant à la dépendance dans laquelle nous sommes vis-à-vis de ceux qui possèdent les ressources naturelles ou les moyens de production, nous savons qu'elle conduit à la diplomatie armée, la colonisation, l'appareil policier, les sociétés multinationales. Le travail dans lequel nous voudrions uniquement voir un signe de paix est directement branché sur la violence.

Il est aussi branché sur le chômage, où la farce d'une aliénation consentie des deux mains tourne au tragique. C'est un mauvais moment à passer, celui où on s'aperçoit qu'on ne compte plus que pour du beurre, après avoir compté pour zéro !

« Travailleurs de tous les pays... » ? Unissez tous les zéros, ça fait toujours zéro. Changeons donc une bonne fois la mystique qui veut qu'on perde sa vie à la gagner !

Lambert

LES FEMMES PEUT-ÊTRE...

Abraham n'en finit pas de gravir la colline, le couteau dissimulé sous les pans du manteau, la connerie aveugle et meurtrière dissimulée derrière le sourire autoritairement paternel. Son fils, le benêt, suit, tout content. Il sait qu'il va se passer quelque chose, il ne sait pas qu'il sera le dindon de la sinistre farce. S'il survit, il prendra la relève et le couteau. Et ainsi de suite, jusqu'à la « solution finale ».

Dans « Fokouli », son dernier livre (Stock, 425 pages, 35 francs) Rezvani règle ses comptes avec le père. Avec son père à lui, Mahmoud, qu'on découvre dans des pages à la couleur de contes orientaux merveilleuses, et puis avec Le Père. L'homme mâle. Qu'il s'appelle Einstein, Oppenheimer, Kissinger ou Tartempion, c'est toujours Abraham qui mène la génération de ses fils sur l'autel d'un sacrifice gratuit dicté par on ne sait quelle obéissance :

« Le dernier mot revient toujours à la brute sans scrupule, à cet éternel trancheur que toutes les idéologies ont pris pour modèle : l'homme d'entreprise, « l'homme de caractère », qui



modeste esclave ménagère... ou moelleux fantôme sexuel.

prétend plier la nature lorsqu'à vrai dire il ne fait qu'en suivre la pente (...)

Le médecin allemand, le banquier, le savant à la solde du pouvoir ou le pilote de B52 largant ses bombes perpétuent cette idéologie virile dont nous crevons. Autour d'eux tout doit être maté leurs femmes matées leurs enfants matés leurs chiens matés leurs voisins matés les Jaunes matés les Noirs matés les Martiens matés la nature matée tout ce qui dépasse tranché effeuillé. L'homme d'Occident a toujours brandi son épée au nom de l'ordre et de la discipline. Ah l'affreux trancheur qui prétend façonner le monde, vaincre la nature, et qui en vérité comme Abraham, au nom d'un paternalisme viril, poignarde ses enfants. Virilité haïssable, même les femmes aujourd'hui en réclament leur part. Elles se révèlent mâles, citrodiennes d'entreprise, PDG, brutes, tueurs. Au lieu de s'emparer du bateau ivre pour le tirer de l'impasse où les mâles l'ont aventuré, elles ont le manque d'imagination d'exiger une part du commandement...

Même les femmes... Alors que, peut-être, suggère l'auteur (l'écrit-il dans son livre, l'a-t-il dit à la tête, à la radio ou ailleurs ?) la solution était dans leur douceur, leur amour, leur refus de la violence et de l'infanticide. Les femmes devraient s'enfermer au gynécée, refuser d'en sortir pour collaborer, et y garder leurs enfants pour les soustraire au cycle infernal. Faire de ces enfants, dans l'amour, la douceur et la lenteur, des êtres nouveaux, ceux dont les bras retomberont devant les machines, ceux qui n'auront rien à prouver et surtout pas une virilité tranchante.

Se reconnaître pour exister

Ouais... Ce n'est pas si simple. Pour rester au gynécée, il faut d'abord y être entrée, cher Rezvani, être sortie du métro-boulot-dodo dans lequel on s'est laissée coincer, pas toujours - pas souvent - par volonté de puissance, mais par nécessité de survie toute prosaïque. Ensuite, il faut s'être reconnue, trouvée à travers les fatras de fausses vérités plaquées par Abraham sur le visage de l'épouse mère. Cette douceur que les femmes semblent (mais semblent seulement) rejeter, si vous saviez comme elle leur pèse, prétexte qu'elle a été à faire de la femme l'éternelle incapable, celle qu'il

faut protéger, modeste esclave ménagère ou moelleux fantôme sexuel. Enfin, après s'être trouvée en tant qu'individu, il faut se grouper en tant que classe, et se donner collectivement la force et les moyens de lutter.

Ça vient, y a de l'espoir. Lisez donc, lisez sans faute « Femmes de Gennevilliers » de Michèle Manceaux (Mercure de France, 190 pages, 22 francs). Vous y verrez Abraham décrit dans sa splendeur, ridiculisé sans haine, par le simple récit de ses exploits familiaux. Vous y verrez des femmes de tous âges s'acheminer vers la découverte d'elles-mêmes et vers la résistance. « Femmes de Gennevilliers », c'est un livre qu'il faut lire et faire lire. C'est peut-être le livre le plus important de la rentrée. D'abord parce qu'il n'est pas le fait d'un auteur : Michèle Manceaux s'est effacée devant le magnétophone. Ce sont de femmes qui se racontent, avec leurs mots et leur logique à elles. Et puis parce qu'il ne veut rien prouver, se contentant de témoigner d'une expérience en passe de réussir.

Quand notre hebdomadaire sera parvenu à sortir, on aura déjà beaucoup parlé de « Fokouli ». On l'aura peu aimé. C'est que ce n'est pas un livre aimable. Volontairement. Il dérange. Tout le monde en prend plein sa petite gueule de bonne conscience. Nous sommes tous des collabos, n'y en a pas un pour racheter l'autre. La réaction hargneuse de certains critiques professionnels semble montrer combien il y a, dans le cœur des parigots, de petits coins de rêve intouchables : touche pas à mes marginaux, à mes jeunes chevelus, à mes éleveurs de chèvre, à mes fileurs de pure laine de brebis, à mes mangeurs de miel. Touche pas à ma jolie petite bible bucolique du XX^e siècle. Touche pas à mes espoirs dans les autres, moi qui suis foutu, engagé jusqu'au cou dans la boue du chemin, gravissant, couteau à la main ou cou tendu mais toujours consentant, la colline du sacrifice.

En anecdotes, brillantes à sa manière, échevelées, dingues, Rezvani touche, écorche, démolit, bouscule. Ça fait pas plaisir, c'est pas fait pour. Mais ça secoue.

Claude Lamouaque

* Extrait de « Les femmes » - photos de « l'officiel », J.H. Lartigue éditions du Chêne.

** Extrait de « Le bandard fou » album de B.D. somptueuse par Moebius éditions du Fromagel.

ÇA, C'EST PARIS !

Ce que je voudrais ici, et quitte à me faire traîner dans la gadoue par l'ami lecteur ou virer par la Direction, c'est donner à la petite semaine le point de vue d'un type qui croit que l'écologie passe pas obligatoirement par le port de la barbe et l'élevage de chacun sa chèvre. Bien sûr que le natif du Larzac qui se bat pour son Larzac est dans le vif du sujet. Mais moi qui suis natif de Paris-douzième ? De quel droit j'irais emmerder le Breton ou le Solognot en leur piquant un lopin pour m'improviser fermier ? Pourquoi j'irai me déguiser en berger d'opérette avec des affutiaux tricotés en grosses laine sentant fort la grosse laine quand Monsieur Lévis m'habille convenable pour trois fois rien ? Pourquoi je participerais à des « safari-anti-pollution » quand je peux, très bien, me bagarrer, sur place ?

En gros - et pour mettre d'entrée les points sur les I - Massacrier qui a fui les gogues des drugstores parisiens au profit d'un seau hygiénique (photogénique comme tout) dans une campagne éloignée où il joue les Marie-Antoinette me fait chier presque autant que Madame Express ou Monsieur Ségolot.

Le coup du retour à la terre, on me l'a déjà fait. Et pas qu'un peu. Je me souviens de Pétain, quand j'étais JEUNOT. Du côté de Poitiers, qu'il m'a expédié pour que je fasse connaissance avec la betterave. Affreux ! Le genre de truc à vous faire virer aussi sec gaulliste le gamin le moins politisable.

La terre (d'où je ne suis pas venu), je ne veux pas y retourner. Jamais. C'est la ville que j'aime. Paris. Et on est des millions comme ça, allergiques à la montagne (qui est trop haute et où on se paye une entorse à chaque pas), à la mer (qui n'en finit pas de recommencer ses conneries), à la campagne (où, quoi que je fasse, je me sentirai toujours touriste, Hulot, personne déplacée).

On est des millions qui voulons des villes. Mais habitables. Et pas question pour autant de chialer en évoquant le temps où il y avait encore des chevaux pour nourrir de crottin les petits oiseaux. La voiture automobile, à priori, j'ai rien contre. L'idée que l'homme a inventé la roue, puis le moteur à quatre temps, puis l'essuie-glace, puis le bouchon de radiateur artistique, je la trouve plutôt plaisante. C'est quand elle tue les gens en les écrasant ou en leur soufflant sa merde dans les naseaux que la voiture m'insupporte. Bref : on va pas arrêter le progrès. On va faire avec. Mais scientifiquement. Idem pour les bicoques, les établissements publics, les usines, ateliers, le métro... Si la voiture (par exemple) est condamnée à n'être qu'un malodorant engin de mort, on la casse. On dégingue les HLM-clapiers. Une expression me fait rêver : « Ville radieuse ». C'est Le Corbusier qui l'a lancée. On en reparlera de Le Corbusier. C'était quelqu'un, même si des journalistes à la con ont été raconter que les habitants de sa maison de Marseille l'ont baptisée « la maison du fada ». Et on parlera aussi de ces salauds de promoteurs qui édifient des cambuses impossibles dans lesquelles ils vivraient pas pour un milliard. On dira (je dirai, et avec preuves à l'appui s.v.p.) un mal fou du dix-neuvième siècle. Pas que la flopée de siècles qui l'a précédé (avec ses pharaons, empereurs, rois et autres guignols) ait brillé par son sens de l'urbanisme, mais parce que les édiles du dix-neuvième avaient en mains les clés de pas mal de problèmes et qu'ils s'en sont servis comme des manches ou des salauds. On me tirera jamais de l'idée qu'aurait inventé l'électricité pour écrire CITROEN sur la tour Eiffel et griller Sacco et Vanzetti, c'est un ignoble gâchis. Ni que le béton ne pouvait pas servir à autre chose qu'à faire des casernes encore plus grandes, des écoles encore plus moches et des prisons encore plus rebutantes. Ni que toutes les belles trouvailles techniques

devaient - obligatoirement - transformer la terre en pou-belle.

Parce que la pollution, les miasmes, la merde, ça remonte pas à maintenant. La maison où je vis (dans le treizième - j'ai gagné un point en plus de quarante ans), logiquement, elle devrait donner sur une rivière. La Bièvre. On a fini par l'estourbir tout à fait. Mais déjà en dix-neuf cent, voilà ce qu'un certain Fernand Bournon écrivait : « Née dans l'étang de St Quentin, au sud de Versailles, d'où elle sort pure et limpide, la Bièvre reçoit ses premières impuretés à Antony, Arcueil et Gentilly qui lui envoient les déchets de leurs blanchisseries. Lorsqu'elle se présente à Paris, près de la poterne des Peupliers, elle est à ce point malpropre qu'on ne la laisse entrer en ville qu'après l'avoir filtrée à travers une grille, sous un long tunnel voûté, à l'aspect sinistre et hanté par les rats ».

Faut pas que la Seine on nous la fauche aussi. Un Président voulait nous la transformer en autoroute. Un Président l'a sauvée de justesse. Mais ce Président-là, faut le faire chier terrible. Pas le laisser laisser faire les fabricants de bombes atomiques et de tours Montparnasse et de la Défense et d'ailleurs. Tout ce monde-là c'est du même monde. Et puisqu'une ville c'est - fatalement - que des maisons les unes à côté des autres, on peut se remémorer une phrase de Le Corbusier (un prophète, sans blague !), à la question « y aurait-il un obstacle à l'édification de villes bonnes pour l'homme ? », il répondait « oui. La forme actuelle de la propriété foncière investie de droits individuels antagonistes du droit public. Or, le droit public foulé, l'INDIVIDU EST ÉCRASÉ ».

Il écrivait ça en mil-neuf cent trente-trois. Depuis, les promoteurs ont fait encore du chemin.

Remo Forlani

LA VÉRITÉ, PAS LA TROUILLE ...

« Car l'utopie ne s'écrit jamais au futur, elle est ce qui est toujours déjà là... Il n'y a pas de possible ou d'impossible. L'utopie est là, dans toutes les énergies dressées contre l'économie politique. »

J. Baudrillard



NUCLÉAIRE A LA UNE

C'est vrai, ça l'est devenu. « Le Monde » soi-même y arrive (1). J'ai failli écrire que nous l'avions prédit ! Des barrières s'écroulent... Où allons-nous ? Ces temps sont durs... et surtout pour la presse... Mais regardons-y de plus près : on ne donne la une qu'au ministre (secrétaire d'État à l'environnement), et pour qu'au terme d'un long discours-écran-de-fumée, il nous déclare : « Pourquoi hésiterait-on chez nous à étudier et à décider sur ce point !... alors même que l'Allemagne fédérale conduit à ce sujet une réflexion du plus haut intérêt. En conclusion, je répéterai que l'impératif nucléaire existe (2). Pouvoir produire en l'an 2000 environ 1000 milliards de kilowatts-heure pose aujourd'hui des problèmes d'une ampleur inconnue auparavant. Il est normal qu'on s'en inquiète ; mais cette inquiétude doit être porteuse de réflexion et d'action. C'est là notre devoir. »

Fermez le ban. En fait, cette prestation ministérielle est bel et bien le coup d'envoi (en même temps que le... mode d'emploi) d'une très officielle campagne d'information (7) sur la politique nucléaire française. Idée lancée le 4 octobre (au Parlement) par M. d'Ornano, mais vraisemblablement soufflée à icelui par Giscard lui-même. Le premier volet de cette campagne semble bien avoir été une certaine table ronde qui s'est tenue, ce 10 octobre, au Sénat, organisée par l'Association française pour la défense de l'environnement, en liaison avec la revue « Nuisances et Environnement » (ça, c'est l'écologie « sérieuse... et ouvertement » « participatoire »). Mais cela vient de loin, car ce débat était censé faire appel, en la personne de son directeur Jean Servant, au fameux « zin-zin », à savoir le Service Central de Sécurité des installations nucléaires (S.C.I.N.), créé l'an dernier. Ce service doit remettre incessamment un rapport au gouvernement. Rassurant, comme il se doit... J. Servant n'a-t-il pas déclaré, ce 10 octobre : « on prend pour les centrales nucléaires des précautions qui vont bien au-delà des précautions prises dans d'autres industries », ce qui, je crois, veut tout dire et ne rien dire...

Je n'ai pu assister à ce happening officiel, mais je ne résiste pas au plaisir de citer quelques lignes extraites du compte-rendu qu'en a fait mon agence préférée : « tandis que perdant son sang froid, M. Francis Perrin interdisait de parole les contradicteurs les plus virulents, M. Pierre Pellerin, directeur du Service Central de protection contre les rayonnements ionisants, préférait répondre « aux questions qu'il aurait aimé voir posées »... avant de lancer l'anathème contre « les perfectionnistes en tout genre inconscients du prix à payer pour la sécurité nucléaire... »

A verser au dossier cette déclaration du Sénateur (instigateur de cette manifestation), dont on dit qu'elle aurait fait quelque bruit dans les milieux politiques : « Ce qui est extrêmement grave en France, c'est que la représentation nationale est continuellement mise au pied du mur : lorsque s'exerce le contrôle parlementaire, les choix sont faits, les dépenses engagées et l'exécutif dit alors : on ne peut plus reculer. Ce qui se passe actuellement en matière d'énergie est une illustration parfaite de cet état de chose. Ce ne sont pas de commissions parlementaires d'enquête dont nous avons besoin, mais de véritables commissions d'information préalable, à l'image de ce qui existe dans de nombreux pays, et notamment aux États-Unis. Nous étudions, quant à nous, la question au Sénat. Il est probable que notre premier point d'application sera celui des centrales nucléaires. »

Nul doute qu'une certaine opposition n'en vienne à poser des questions de nature à gêner nos gouver-

nants dans leur tentative de rassurer une opinion en train de se réveiller d'un (trop) long sommeil. On murmure que se tiendrait prochainement une convention du P.S. sur ces problèmes, sous la direction du député Jean Poperen, quelque part dans le Dauphiné...

RÉACTIONS EN CHAÎNE

Toute une série d'événements concomitants et/ou subséquents viennent de se produire d'ailleurs dans la vallée du Rhône. On se souvient de la prestation assez fracassante de l'ancien directeur du cabinet de l'ex-ministère de l'environnement, Jacques Belle, mettant en cause l'actuel programme nucléaire civil en raison des risques de pollution thermique. Le principal point d'application de sa démonstration était précisément le Rhône. Or, le 24 septembre, en pleine séance du Conseil Régional, et au grand dam du préfet de région Douell (qui regretta que ces questions aient été posées à l'improviste...), le sénateur Pic, maire de Montélimar, fait une communication très documentée sur la nucléarisation forcée de la Vallée du Rhône.

«... J'ai bien l'impression que ce que l'on nous prépare dans la Vallée du Rhône et dans notre Région Rhône-Alpes dépassera largement les densités déjà connues. Je dis « j'ai l'impression », car les Pouvoirs Publics n'informent personne, ni les élus ni la population. Le Gouvernement se tait. E.D.F., maître d'ouvrage, se tait. On ne répond pas aux articles de presse que publient le Monde, les hebdomadaires et un mensuel régional bien connu (3). Ce silence est inquiétant. Nous ne pouvons l'accepter. Quelles que soient nos opinions philosophiques ou politiques, nous sommes, parce qu'élus, des Responsables qui avons le devoir de savoir et d'examiner, en toute objectivité, les conséquences de ces nouveaux équipements. Nous sommes loin, en effet, de la balance traditionnelle entre création d'emplois et légères atteintes à l'environnement, balance qui se fait lorsque nous négocions l'implantation d'une entreprise industrielle comme il en existe des milliers. C'est beaucoup plus grave et, paradoxalement, c'est dans ce domaine que nous disposons le moins d'information et de pouvoir de décision. Que compte l'avis d'un maire dans l'implantation d'une centrale nucléaire sur sa commune ? Que compte l'avis d'un Conseil général ? Que pourra compter l'avis d'un Conseil régional ? Encore faudra-t-il qu'on le leur demande, ce qui n'est pas le cas jusqu'ici. La conséquence, je le dis gravement, c'est que, si les pouvoirs décisionnels, la connaissance des techniques, les réponses aux questions fondamentales sont maintenues hors de portée des élus locaux et du public, il ne faudra pas s'étonner que les passions avivées, les jugements sommaires, les actes irréfléchis l'emportent bientôt dans nos populations. L'environnement dans son sens le plus large qui n'est pas seulement synonyme de qualité de la vie mais de la vie elle-même, est menacé par la fuite en avant de nos sociétés, vers l'énergie nucléaire. »

En fait, le sénateur fit-là coup double. Car c'était mettre au pied du mur nos deux quotidiens régionaux bien connus, le Progrès et le Dauphiné libéré, en les obligeant, par le biais du compte-rendu (traditionnel) des sessions du Conseil Régional, à faire état de ce genre de problème, sur lequel ils sont d'ordinaire plus que discrets...

Le bruit en était culminant au moment où (le 26 septembre), l'Association pour la sauvegarde des sites de Malville et Bugey (4) se présentait à la Préfecture de Grenoble, où elle demandait à être reçue par les commissaires enquêteurs chargés de l'enquête d'utilité publique du futur « Super-Phénix ». Reçue, elle le

fut. Avec une courtoisie sentant fort son « giscardisme »... Au simple énoncé d'un certain vice de forme concernant la tenue des registres d'enquête, annulée et reportée (du 8 octobre au 8 novembre) fut l'enquête. Ce qu'en une conférence de presse faite dans la foulée, il fut narré aux journalistes, ainsi qu'un certain accident survenu au Centre d'Études Nucléaires de Grenoble, deux mois auparavant, et tenu secret jusqu'alors par les responsables de la sécurité du Centre. Si l'on se rappelle un autre accident survenu en 1967 et tenu secret 7 ans, et si l'on sait que ce 14 octobre dernier un incendie a détruit un entrepôt de produits chimiques dans ce même centre, on est conduit à penser ou qu'une certaine fatalité s'acharne sur les installations nucléaires, ou qu'une certaine loi du silence paraît désormais bien fissurée... L'information publique, c'est le préalable nécessaire à une action - mais je doute

L'ASSOCIATION POUR LA SAUVEGARDE DU SITE DE MALEVILLE ET BUGÉY (8 rue Pierre Duclot, GRENOBLE)

Nous communiquons :

« L'accident survenu récemment dans un entrepôt de produits chimiques dépendant du CENG appelle de notre part d'urgentes décisions.

Alors que les remous suscités par la divulgation dans la presse, et de notre fait, de l'accident du 19 juillet (ayant pour cadre le Réacteur à Haut Flux de l'Institut Laue-Langevin) une heure après la visite conjointe des ministres anglais, allemand et français de la Recherche Scientifique, sont encore loin d'être calmés :

— Alors que se déroule, jusqu'au 8 novembre, une enquête d'utilité publique concernant le projet de surgénérateur nucléaire de Malville, près de Moir-etel, au nord du département, projet jugé par nous excessivement périlleux :

— Alors que les pouvoirs publics, le CEA et l'EDF, principaux tenants de la nucléarisation de la vie, s'efforcent de minimiser le danger nucléaire :

— Alors qu'ils sont, en la matière, soutenus par les personnalités ou organisations démocratiques (directeur du RHF, Parti Communiste Français) que nous estimons abusées :

Il nous semble évident et d'une élémentaire honnêteté civique de :

— Alerter la population dauphinoise et de la Région Rhône-Alpes quant aux risques incalculables que lui font courir les apprentis sorciers du lobby nucléaire ;

— Dénoncer la politique du secret en vigueur au CEA. La nuit dernière, la direction du CENG a empêché pompiers et policiers grenoblois d'effectuer un certain nombre de constats. C'est donc qu'il y avait quelque chose à cacher. De la même manière, le CENG avait déjà caché son impuissance à traiter immédiatement les effluents dus à l'accident du RHF, nous contraignant à en faire état publiquement.

— Réclamer d'urgence un débat public où seraient clarifiées les raisons pour lesquelles le syndicat CFDT du CEA, des élus locaux, d'anciens hauts fonctionnaires de l'Environnement et, enfin, de plus en plus de citoyens s'inquiètent d'une surenchère nucléaire conduisant à l'impasse écologique, économique et énergétique ;

— Demander aux forces politiques qui ont à cœur de garantir au peuple un environnement sain et un cadre de vie libéré de la puissance financière s'il est juste de combattre pour cet idéal tout en défendant jusqu'à l'absurde une industrie de mort (par ailleurs soumise, à haut niveau, tant à une spéculation bancaire effrénée qu'à des impératifs militaires et impérialistes insoutenables) :

que ce soit celle souhaitée par M. Péronnet. Il est significatif que l'envoi du dossier rédigé par l'Association sus-dite, sur l'implantation du surgénérateur « européen » de 1200 MWe, aux élus des 5 départements concernés (5), ait provoqué de nombreuses réponses, faisant état d'un réel souci d'information et d'une gratitude sincère de l'être. Ce que d'aucuns avaient tenté de semer à « Bugey » (en 71, il y a 3 ans) commence à germer...

VERS UN DÉBAT PUBLIC NON TRUQUÉ

« Si les partis de gauche font montre d'une grande prudence, ils sont sensibles à la pression de leur « base », comme l'indique assez bien la coloration militante, en faveur de la défense de l'environnement, de la conférence de presse de la CFDT (6) sur les problèmes nucléaires » (Enerpresse 14-10-74).

Cette conférence, préparée de longue date, a été, à mon sens, l'événement le plus significatif de ces dernières semaines. Que dire, en effet, de celle du P.C. qui avait lieu le même jour, sinon qu'on y entendit un discours désormais bien connu : regret de l'abandon de la filière « nationale », dénonciation de la dépendance vis-à-vis des USA, des firmes nationales et multinationales, recours à la nationalisation de l'industrie nucléaire - bref toujours, hélas, les mêmes poncifs...

Rue Montholon, le ton était tout autre. J'aurais l'occasion d'y revenir. En bref, il y fut clairement et fermement dit que le recours au nucléaire comme alternative au pétrole était un dangereux mensonge, et qu'il importait de considérer un renversement de la proposition du tout électrique - tout nucléaire : que le nucléaire soit envisagé comme appoint à des sources connues et parfaitement exploitables d'énergie : l'hydraulique et le charbon, victimes d'une politique aberrante, la géothermie et le solaire. « C'est essentiellement dans l'optique d'un nouveau type de développement global qu'il faut concevoir ces moyens et mesures et non dans l'optique d'un « mauvais moment » à passer « qui inspire les pouvoirs publics actuels et les conduit à des mesures dirigées contre les masses populaires, voir à de regrettables distorsions économiques... Un débat public complet et véridique s'impose. La présente conférence a pour objet de l'engager et de provoquer. »

... On se sent moins seuls, pas vrai ? Mais c'est moins que jamais le moment d'être tenté de faire des cadeaux.

E.P.

1. Dans son numéro du 11 octobre. « La France et l'utilisation de l'atome. Le programme de centrales nucléaires soulève de nouvelles objections. »

2. Il l'a rencontré, n'en doutons pas ! Ou alors encore un de ces faux prophètes...

3. Il s'agit de l'Express Rhône-Alpes, qui a publié dans son n° de septembre un article de 3 pages intitulé « Énergie Atomique : la région cobaye. »

4. Cette association, dont le siège provisoire est 8, rue Pierre Duclot, 38 Grenoble, coordonne plusieurs comités informels implantés dans la région Rhône-Alpes. Déclare loi 1901 son Président est un élu local, M. Gérard Vernay, maire de Roche Isère.

5. Soit l'Italie, l'Ain, le Rhône, la Savoie et la Haute-Savoie.

6. « La Fédération Gaz-Électricité, la Fédération des Mineurs, le Syndicat du personnel du CEA de la CFDT... tiennent à affirmer ensemble leurs positions essentielles... face aux affirmations fautiveuses dont l'opinion publique est abreuvée à grands renforts de moyens publicitaires. »

PANIQUE SUR LE SUCRE

Rush sur le sucre en France. Marché noir en Grande-Bretagne. « Le sucre, c'est de l'énergie. On en a besoin dans la vie », nous dit la publicité. Quand on creuse un peu, la crise de l'énergie-sucre a comme un air de parenté avec sa grande aînée, la crise de l'énergie-pétrole.

A la base : une situation de pénurie réelle à l'échelle mondiale, artificiellement « gonflée » par les producteurs à seule fin de faire grimper les prix, et, à terme, de lancer sur le marché des « énergies de substitution ». Pour le pétrole : l'atome ; pour le sucre : le glucose.

La pénurie n'est pas un mythe : en 1974, la consommation mondiale sera de 87 millions de tonnes, pour une production de 80 millions. Pas d'autre alternative que de puiser dans les réserves, en nette baisse, 15 millions de tonnes, tout juste deux mois d'approvisionnement.

Pourquoi cette pénurie ? Un accroissement plus rapide que prévu de la consommation (près de 4 % par an), surtout dans les pays pauvres. Un ralentissement du rythme de la production : primo, les betteraviers ont fait tout leur possible pour limiter la production de sucre de canne (60 % du total) ; deuxio, la culture mécanisée à grande échelle de la canne – seule solution d'avenir à vue de technocrate – exige des investissements colossaux ; tertio, les indigènes des Antilles rechignent de plus en plus à se tuer à la tâche sur les plantations pour un salaire de misère ; enfin, la betterave progresse, mais lentement, et la récolte 74 est médiocre à cause de la sécheresse.

Qui dit pénurie dit flambée des prix, surtout quand la spéculation s'en mêle. En 1968, les négociants de la Bourse de Commerce de Paris achetaient le kilo de sucre 19 centimes. En 1974, c'est 4 F.

En France, un communiqué d'Henri Cayre, directeur général de la Confédération des Planteurs de Betteraves, leader des betteraviers européens, le 29 août, a mis le feu aux poudres : « Afin d'éviter la spéculation, les mélanges sont invités à se couvrir modérément en sucre, c'est-à-dire à faire des provisions équivalentes à deux mois de réserves. » Escroquerie pure et simple. En effet, la France produit trois millions de tonnes par an, et n'en consomme que deux millions cent mille. Les stocks sont abondants. Mais plus c'est gros, plus ça marche. Dans toutes les épiceries de France et de Navarre, c'est la ruée vers l'or blanc. Le 4 septembre, les profession-

nels du sucre admettent : « il n'y aura pas de difficultés d'approvisionnement de sucre en France ». En attendant, les prix montent confortablement, et on s'installe dans une situation de pseudo-pénurie.

Comment en sortir ? Augmenter la production de canne ? Difficile. Il faut cinq à sept ans d'attente entre la mise en route d'une plantation industrielle et la première récolte. Côté betterave, les perspectives sont moins sombres. La production française pourrait facilement grimper de 3 à 5 millions de tonnes. Mais la hausse incessante des coûts – même si elle est en fait très exagérée par les planteurs – est un handicap. Les producteurs ont tendance à se convertir au blé ou au maïs, qui leur font moins de frais.

Solution à terme pour les industriels : les sucres de substitution, qui risquent fort d'être au sucre ce que le nucléaire est à l'or noir. Il suffit en effet que le prix du sucre atteigne un niveau élevé pour qu'ils deviennent rentables.

Les succédanés de l'avenir ne seront sûrement pas la saccharine et les cyclamates : ces édulcorants de synthèse sont vraiment trop dangereux. La réglementation française, pour une fois sage, les interdit totalement.

Un nouveau produit, l'aspartame, est peut-être promis à un brillant avenir. Commercialisé sous le nom d'Equa, il vient cet été d'être autorisé aux États-Unis par la F.D.A., agence chargée de surveiller aliments et médicaments. 180 fois plus « sucrant » que le sucre, il serait parfaitement inoffensif. Et puis surtout, il y a le glucose de synthèse, déjà massivement utilisé en confiserie (jetez un œil sur votre dernier paquet de bonbons ou de chewing-gum). On l'obtient à partir de l'amidon provenant d'une céréale (souvent le maïs) ou de fécule de pomme de terre.

Pas assez... ou trop ?

En 1972, le français moyen a mangé 35 kg de sucre, deux fois moins que l'irlandais, recordman du monde avec plus de 69 kg. Nous sommes-nous sentis pour autant en état de manque ? En vingt ans, notre consommation a augmenté d'un bon tiers. 1954 était-elle une année de pénurie ?

Le sucre denrée rare... Ce ne serait sûrement pas un mal pour notre santé. Bien sûr, il contient des calories (de toute façon, les Occidentaux en absorbent en général trop) mais pas de vitamines, pas de sels minéraux, pas de protéines. Le sucre accroît notre besoin en certaines vitamines. Il est aussi la cause principale des caries dentaires. A tel point que le Con-

seil de l'Europe a récemment déclaré la guerre aux bonbons et aux boissons hypersucrées. Le Conseil recommande en particulier l'interdiction de la vente et de la consommation des confiseries dans les écoles et la limitation de la publicité pour les produits fortement sucrés.

De concert avec les autres hydrates de carbones affinés (farine blanche, pain blanc...), le sucre serait aussi à l'origine d'une variété de symptômes : diabète, thrombose coronaire, obésité, etc., tenues à tort comme des maladies séparées, en réalité, manifestations diverses d'un même mal, la « maladie sucrée » selon la formule des Drs Cleave, Campbell et Painter, défenseurs de cette thèse très sérieuse et argumentée. Le sucre roux est plus savoureux et parfumé que le sucre blanc. Mais ce n'est pas sa teneur assez minime en sels minéraux qui en fait un aliment sain qu'on peut consommer sans danger à dose massive (1). Sucre blanc, sucre doux, même combat ! Quant au miel, son prix à lui seul est une raison pour n'en point abuser.

Laurent Samuel

(1) Sucre roux de canne non raffiné, très bon, pas cher ; Société Auxiliaire de l'Agriculture - 39 av. d'Iéna, 75016 PARIS - Tél. 924 73-96.

RECETTE : POMMES FOURRÉES

préparation : 5 à 10 minutes par pomme
cuisson : 15 minutes

par personne :
1 grosse pomme « Boskoop » (*)
1 poignée de grains de raisin frais
1 cuiller à café de cannelle en poudre
1 verre d'eau

1. Couper un chapeau sur la partie de la pomme opposée à la queue (queue que vous enlevez si besoin est) et retirez généreusement tout le trognon.
2. Saupoudrez de cannelle l'intérieur de la pomme.
3. Fourrez la cavité de grains de raisin, et recouvrez chaque pomme de son chapeau.
4. Disposez les pommes fourrées dans le plat creux du four et arrosez d'eau.
5. Glissez le plat sur le cran le plus bas du four, allumez en réglant sur la position la plus forte et laissez cuire 10 minutes.
6. Ouvrez le four, arrosez les pommes avec le jus de cuisson, allumez le grill et laissez encore 5 minutes.

C'est un dessert, ça peut aussi très bien accompagner un plat de riz ou de chou braisé.

(*) La Boskoop (jaune marbrée de rouge) se trouve en ce moment. Ce sont de gros fruits juteux, à la fois sucrés et acidulés.

Jacqueline Voolet

LE COUP DU BÉRI-BÉRI

Paraîtrait que les Allemands ont trouvé un vaccin contre la carie dentaire. Chouette ! on va plus aller chez le dentiste. Aux entretiens de Bichat, un gros ponte a parlé du pain complet devant ses petits confrères. Il aurait dit que ceux qui mangeaient du pain complet avaient beaucoup moins de caries que ceux qui mangeaient du pain blanc. Ça doit faire plaisir à de vieux schnoks comme ceux de La Vie Claire qui en causent depuis plus de 20 ans. C'est le journaliste du Figaro qui a entendu ça. Celui du « Monde » a juste entendu parler du pain blanc qui donne des constipations. Pour « le Monde », le pain complet c'est du pain de guerre et le germe des résidus ou des déchets.

Sachant qu'on fait de la farine blanche pour des questions de gros sous, qu'en ces temps de crise économique c'est pas le moment de gêner les dentistes, les marchands de prothèses dentaires, de sucre, de bonbons, de vaccins, les meuniers... croyez-vous que demain votre toubib va vous conseiller de plus manger de saloperies et de passer au pain complet ?

Ça me rappelle un truc que j'ai appris à l'école. Le coup du béri-béri. En Extrême-Orient, des types meurent de cette maladie. On se rend compte que ça vient de ce qu'ils mangent du riz blanc au lieu de riz complet. Qu'est-ce qu'on fait ? On leur file du riz complet ? Ça va pas, non ! On leur laisse le riz blanc mais dans chaque sac on rajoute des pilules contenant une partie de ce qu'on avait retiré avant. La maladie disparaît et tout le monde y gagne (ou presque).

Dans le monde entier, des scientifiques au front bombé se penchent sur le problème du cancer. Rassurez-vous tous, le vaccin est pour demain. Vous pourrez bientôt

fumer sans craintes pour vos petits poumons. Tiens, je trouve qu'on en parle beaucoup du cancer du fumeur. C'est un arbre qui cache une drôle de forêt. Et le cancer des irradiations, celui de l'amiante (1) qu'on retrouve un peu partout, celui des additifs alimentaires, celui qu'on chope au boulot, celui des médicaments ?

J'ai lu dans le Journal Officiel (21 sept. 74), canard peu fréquenté par les gauchistes que le PVC des bouteilles plastiques était cancérigène aux U.S.A. Le plastique se dégrade en chlorure de vinyle (CV) cancérigène. « Le CV

est une substance toxique à effet cumulatif et la répétition de microdoses aboutit à de graves dommages généralement irréversibles ». Actuellement on conditionne 400 millions de bouteilles de vin en plastique. En 1980 on devrait arriver à 2 milliards de bouteilles. Ajoutez à cela la part du plastique qui après s'être biodégradé et dispersé dans l'air et la flotte vous reviendra dans votre bouffe. On attend la réponse du ministre.


(1) Voir le dossier p. 4.

Michel

BULLETIN D'ABONNEMENT

LE MEILLEUR MOYEN D'AIDER UN HEBDOMADAIRE UTILE ET MÉRITANT QU'ON NE VEUT PAS VOIR CREVER C'EST DE S'ABONNER A UN JOURNAL QUI SE TROUVE DANS CETTE SITUATION. DIFFICILE ET PROBABLEMENT PAS FORCÉMENT DÉSESPÉRÉE.

DÉCOUPER SOIGNEUSEMENT CETTE PAIRE DE CISEAUX QUI VOUS SERVIRA À DÉCOUPER LE



BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM: de

PRENOM:

ADRESSE:

ADRESSE COMPLÈTE:

JE SOUSCRIS UN ABONNEMENT A LA GUEULE OUVERTE

POUR UN AN (France 160F étrangers 180F)

9 MOIS (France 120F étrangers 135F)

6 MOIS (France 80F, étrangers 90F)

20 minutes (France, étrangers)

SUR LE TERRAIN



ÉCOLES PARALLÈLES

● **Contact Éducation** : pour une éducation alternative, c'est-à-dire un changement dans l'éducation, en dehors de toute théorie, ayant pour seul but l'autonomie de l'enfant.

- en déscolarisant, en retirant son enfant de l'école traditionnelle, dans le respect de la loi (celle de 1882 : l'instruction est obligatoire, pas l'école) en lui proposant l'éducation dans sa famille, dans une crèche sauvage, une école parallèle, une communauté, un réseau éducatif...

- en agissant dans l'institution : profs, instituteurs, élèves en lutte à l'intérieur du système traditionnel.

Contact Éducation est un outil d'information, de regroupement, agissant grâce à :

- une permanence le jeudi soir de 19 à 21 h, 65 rue Baudricourt, Paris 13^e (métro : Tolbiac).

- la correspondance, conseils juridiques, pratiques...

- des échanges d'adresse à partir d'un fichier regroupant plusieurs milliers de personnes à travers la France.

- un journal, organe indispensable de diffusion. Abonnement : 25 F pour un an. Chèques à l'ordre de « Contact Éducation » CCP 33 992 30 La Source, au 80 rue St Merry, 77300 Fontainebleau (tél. 422 54 83).

● Un groupe de parents a ouvert à Boulogne, le 15 septembre, une « école parallèle ». Nous avons pensé qu'il était important de donner à nos enfants une autre connaissance - celle des programmes scolaires fastidieux, ponctués par des rapports malsains de compétition et de violence. Permettre aux enfants d'acquiescer leur autonomie dans l'acquisition des connaissances - choix des activités et des méthodes. Apprentissage de la lecture, écriture, des maths à travers des centres d'intérêts individuels. Autonomie de déplacement, prise en charge des activités de la maison (cuisine, ménage, participation à la gestion). Favoriser les modes d'expression sous toutes ses formes, sans dévaloriser les moments de réceptivité, de jeu, de méditation, sans production apparente.

L'école fonctionne déjà depuis septembre, mais nous attendons encore quelques enfants de trois à neuf ans. Les parents peuvent venir à la permanence du lundi soir à 19 h 30 ou passer à la Villa tous les jours de 9 à 17 h, 3 villa des Tilleuls, 29 rue Paul Bert, Boulogne (M^o Marcel Sembat) 7U Tél. 605 08-46 et 825 77-18 le matin.

EN HOLLANDE : VERS UN MORATOIRE SUR LES CENTRALES À EAU LÉGÈRE

La Hollande est sur le point d'adopter un moratoire d'au moins trois ans sur les centrales atomiques Westinghouse à eau légère (LWR). Le 17 septembre, l'association Vereniging Milieudéfensie (1) envoie aux autorités et aux parlementaires une lettre ouverte exposant les multiples dangers de ce type de centrale. Le 24, le gouvernement se saisit du problème, sans prendre de décision définitive. Un débat s'engage aussi au Parlement.

Dans une lettre à Sicco Mansholt, le Premier Ministre Den Uyl se prononce pour un moratoire

non de trois mais carrément de cinq ans. Quelques jours plus tard, explications embarrassées : M. Den Uyl signe plusieurs centaines de lettres chaque semaine, il n'a pas matériellement le temps de les écrire toutes personnellement, bref c'est une tragique méprise ! Affaire à suivre de près. Imagine-t-on Chirac écrivant pareille missive à Lebrton ?

L.S.

(1) Vereniging Milieudéfensie (Herengracht 109, Amsterdam, Tél : 020-23 54 50) est une association écologique affiliée aux Amis de la Terre. Forte d'environ 12.000 membres, elle niche dans un superbe et spacieux local au cœur du vieil Amsterdam. Pour le fichier, on recourt aux bons services d'un ordinateur...

Milieudéfensie joue le jeu du groupe de pression écolo-que, remarquablement introduit dans les sphères gouvernementales et officielles, se voulant « scientifique » et non « émotionnel ». La structure de l'organisation est on ne peut plus « classique », avec des permanents et - de l'extérieur même du groupe dirigeant - une minorité qui prend les décisions. Le revers de cette médaille, c'est une indéniable efficacité, qui illustre le succès de leur action anti-nucléaire.

ACTIONS PONCTUELLES

● **Coupuray**, village, château et parc, vallon, bois et marais. Coupuray est menacé par la ville nouvelle de Marne La Vallée. L'autoroute « des loisirs » (sic) doit massacrer paysage, bois et grange 300 m². En plus autres dépendances et maisons à retaper.

Delblat Pierre 123 route de Melun 91100 Saintry ou Philippe Daniel, 7 rue Louis Chevet 91100 Corbeil.

donc à messieurs les promoteurs, etc. Aidez-nous à sauver outre un village, sa flore et sa faune toutes proches, un style et une manière de vivre. L'ADNSCE s'est déjà battue pendant deux ans contre la Société Coopérative Agricole du Nord-Est de la Brie qui voulait construire un gigantesque silo en plein cœur du site. Pétitions, enquête, manif, télé, etc. Une demi-victoire a été remportée. La population est échaudée et en a par-dessus la tête des complaisances et autres manœuvres qui se trament pour assassiner la région.

Alain Persuy, Les Pierres, 77450 Coupuray

● **Haspres**, près de Valenciennes. Une exploitation de 20 ha risque de tomber entre les mains de l'agriculture chimique. Ce serait la disparition de la seule ferme en agrobiologie du Valenciennois. De tragiques circonstances sont à l'origine de cette situation : la mort accidentelle de l'agriculteur. Sa femme doit louer la terre. Deux couples sont résolus à continuer l'effort accompli par ces gens. Créer une communauté agraire qui serait le lieu de rencontre et de travail. Ils veulent également instaurer une coopérative de produits biologiques pour que l'achat d'aliments sains ne soit plus réservé à une élite sociale. On ouvre une souscription parce qu'il faut au moins deux millions pour redémarrer 2 ha de terre en maraîchage. Dudzinski Francis : CCP 4980 44 Lille (mention : sauvons une ferme bio.). Autres renseignements : Amis de la Terre 10 rue du 8 mai, 59124 Escaudain.

● **Horticulteurs Hollandais contre potasses d'Alsace**. La Fondation Reinwater, qui regroupe des agriculteurs du Delta du Rhin et des associations écologiques (1), vient de porter plainte pour pollution contre les Potasses d'Alsace devant les tribunaux civils de Rotterdam et La Haye. Motif : le sel, déversé dans le fleuve, quelques centaines de kilomètres en amont, par cette société française. Non seulement il cause des dégâts considérables à l'horticulture, mais il fait planer une menace sur l'approvisionnement en eau potable de 25 millions de personnes. Le Rhin contient dix fois plus de sel qu'il y a 80 ans. Et plus de 40 % de ce sel est rejeté par les Mines de Potasse d'Alsace.

Selon la Fondation Reinwater, cette pollution est illégale du point de vue du droit international. Les Mines de Potasse d'Alsace répliquent qu'elles appliquent les réglementations nationales et internationales et s'en tiennent à cela.

La plainte doit être examinée le 6 novembre. Jugement au printemps 75.

L.S.

(1) SOS Plaine du Rhin - Herengracht 109 Amsterdam, Pays-Bas. Tél. 020-23 54 50.

LES COMMUNAUTAIRES DÉMÉNAGENT

● Martine, Michel et leurs enfants, Nicolas ans, Julie 7 mois. **Les Granges** : 70 ha en montagne (800 m d'altitude) dont 12 cultivables (pas des meilleurs). La bâtisse : vieille ferme en pierre du pays dont moitié ruine, moitié remontée par nous et les personnes qui sont passées ici. Coût de l'ensemble en 72 : 80 000 F + 10 000 F de frais de notaire. Investissement personnel pour l'achat : 26 000 F. Emprunt au Crédit Agricole : 64 000 F remboursable en 15 ans en annuité de 8 000 F au taux de 10 %. Actuellement nous « gardons » 6 chèvres, 35 moutons...

On n'est pas venu aux Granges pour être propriétaires de 70 ha. Mais pour tenter de vivre une vie communautaire dans un cadre agricole. Les grandes espérances : vivre sans devoir de pognon à personne et surtout profiter de ces terres pour faire vivre d'autres gens. Éventualité : s'entendre avec d'autres personnes pour assumer les charges et vivre ensemble...

Paradis : les autres personnes arrivent avec 70 000 F et on boucle le crédit et on forme une société civile, et on essaye de vivre. Nous, ça va de plus en plus mal. On commence à prévoir la vente des Granges et notre intégration dans un groupe déjà formé.

S'il y a des gens que ça intéresse, grouillez-vous. On ne passera pas l'hiver aux Granges si l'on doit y rester seuls.

Michel et Martine Bellini, Les Granges, 26560 Montfroc.

● Cause scission communauté, à vendre 7 ha en Dordogne. Très nombreux bâtiments dont grande maison, 16 pièces habitables tout de suite, grange 300 m².

61 route de Melun 91100 Saintry ou Philippe Daniel, 7 rue Louis Chevet 91100 Corbeil.

● Le réseau d'échanges inter-communautaires (Danielle) 56 bd Jean-Jacques Rousseau, 92 Genevilliers, s'effondre sous la demande et les nécessités alimentaires. Je vais donc me consacrer à votre information : demande de listes par types de communautés (4 F en timbres). Correspondance détaillée ou recherche personnelle : 10 F en chèque non libellé.

ANDA, MUJERES !

A Lyon, le Gréviste de l'Eau et de l'Électricité, l'éternel André Desthieux a un copain, Jésus, réfugié espagnol. Ce copain a une sœur. Voici ce que cette sœur a piqué comme info : « Plusieurs centaines de personnes brandissant des drapeaux rouges et des pancartes ont manifesté mercredi dans le centre de Barcelone pour protester contre l'arrestation de 67 personnes soupçonnées d'appartenir à des groupes de gauche. Aucun incident n'est à signaler et aucune arrestation n'a été opérée ».

Et voilà mon info personnelle : Du 5 au 7 novembre, une grande foule de femmes vont se rencontrer à Barcelone (1). Dont deux des trois Maria - la troisième préfère se vouer aux enfants handicapés. De quoi vont-elles parler ? De la famille, de la part des mythes religieux dans leur oppression, de contraception et d'homosexualité. Plus on sera, moins on risquera. Et surtout, moins risqueront les Espagnoles !

Ça fait une paye que je répète que la véritable

révolution - la mutation - commencera par les femmes.

Anda, mujeres y muchachas ! Injusticia no puede seguir, ninas ! Et « viva la muerte »... de Franco !

Françoise

(1) Dernière minute : rassemblement ajourné. Militante coffrée. On en reparlera. N.D.J.R.

ANNONCES

● **Jean Pignero** sera à la Charité-sur-Loire le 5 novembre pour une réunion débat à la Salle des Fêtes à partir de 20 h 45.

● Je suis objecteur de conscience en Alsace et prépare deux chantiers autogérés, l'un avec l'association biodynamique du Haut et Bas-Rhin, l'autre avec des paysans dans les Vosges. (Démar- rages début décembre). Ceux que ça intéresse : Rosenzweig Pierre, 5 rue du Languedoc, 67150 Erstein.

● Rencontre de femmes : jusqu'au 12 novembre. Une maison est disponible du 29 octobre au 12 novembre pour se retrouver entre femmes ayant le désir de vivre ensemble - à la campagne. Sans exclusive. Il serait souhaitable qu'il n'y ait pas trop d'enfants pour cette rencontre. Le Gouffier, Bagat, 46800 Montcuq.

● **Un métier à tisser à vendre** : Walfard de Polignac, 2.50 m utile, état neuf avec accessoires divers et laine. Tél : 466 31.83 de 19 h à 21 h.

● Ménage avec 4 enfants de 17 à 13 ans, cherche gardiennat propriété rurale, Espagne de préférence. Très sérieux, A. Torcque, Es Redol, n° 14, Son Sardina, Mallorca, Baléares, Espagne.

● Nous avons acheté une ruine perdue dans la montagne. Pour la réparer nous avons besoin d'une jeep de préférence diesel et avec remorque. Quiconque nous en vend une, nous rendre bien service. Mireille et Lionel, 05 Aspres s/Buech.

CONVENTION DU « MOUVEMENT ÉCOLOGIQUE »

Le « collectif national provisoire » du « mouvement écologique » appelle à une convention qui rassemblera les groupes connus pour :

- s'être engagés dans la candidature Dumont et dans le « mouvement écologique » auquel elle a donné naissance ;

- être d'accord, en gros, avec l'esquisse de programme du livre « A vous de choisir » (Pauvert) ;
- être d'accord avec le communiqué de Montargis signé « mouvement écologique » (un autre communiqué, signé « collectif de Bazoches », avait regroupé ceux qui sont hostiles à une organisation centralisée au niveau national) ;
Cette convention aura lieu les 9 et 10 novembre au Park Hotel, 9 av. Victor Cresson, 92130 Issy-les-Moulineaux.

Ordre du jour : mise en place du collectif national définitif prévu à Montargis, définition de ses fonctions précises (local, financement, personnel) - élaboration de la convention commune (statuts) qui établirait les rapports entre les divers groupes membres - définition d'options et d'objectifs précis.

Les associations d'accord pour travailler sur ces bases doivent s'efforcer de prévenir de leur participation avant le 4 novembre (en raison des grèves, le cachet de la poste ne fera pas foi, en joignant un acompte de 20 F par délégué (pas plus de 2 par groupe SVP) pour les frais.

« Collectif national provisoire » du « mouvement écologique » - Cité Fleurie - 65 bd Arago, Paris 13^e.



PRESENTATION DES PERSONNAGES

BOYCOTTER C'EST CHOISIR



C'EST RISQUER D'AGGRAVER LA CRISE DE L'EMPLOI



ÇA JUSTIFIE LA MISE EN CHOQUAGE TECHNIQUE DES SALARIÉS



C'EST UNE ARME POLITIQUE POSSIBLE



C'EST NE PAS IMPORTER CE QU'ON PRODUIT ICI



A SUIVRE...

POLLUEURS: LA GUERRE

Sabotage? Malveillance ou guerre des compagnies pétrolières contre les pourvoyeurs d'énergie nucléaire?..

A la frontière franco-suisse plusieurs milliers de litres de mazout se sont échappés pour une raison

encore inconnue des citernes installées à VERNIER.

Ce mazout a pollué la nappe d'eau souterraine qui alimente le C.E.R.N. (centre européen de recherches nucléaires). Ce dernier a dû cesser provisoirement ses activités ...



NE BUVEZ PLUS!

... LE VIN CONDITIONNÉ SOUS PLASTIQUE



A la demande du Centre International de Recherche sur le Cancer, une étude vient d'être réalisée sur l'emballage plastique des boissons alcoolisées. Le rapport publié conclut sans équivoque au caractère cancérogène de ces emballages.

Aux Etats Unis cette forme de conditionnement des boissons alcoolisées est interdite. En France, on continue à quêter pour la lutte contre le cancer...

DANGER! SUPERSONIQUES!

L'académie des sciences de l'URSS vient de mettre en cause le vol des supersoniques Concorde et TU.144.

Les altitudes de passage de ces avions sont situées dans la couche d'ozone qui protège la terre des radiations ultra-violettes. Des vols fréquents risquent donc d'endommager cet indispensable bouclier naturel.



RUBRIQUE NEUROLOGIQUE du pêcheur à la ligne

- DANS LE NORD, UN RUISSEAU POLLUÉ TUE 26 BÊTES...
 - Chaque jour 14 tonnes d'acide sulfurique sont déversées dans le JARD (Nord)...
 - DANS L'AVANCE, ENTRE MARMANDE ET CASTELJALOUX DES MILLIERS DE TRUITES SONT MORTES PAR CAUSE DE POLLUTION...
 - A Evreux, une analyse de l'eau alimentant un centre médico-chirurgical, révèle que celle-ci est biologiquement polluée.
-

ne respirez plus

La majorité des affections respiratoires sont dues à la pollution atmosphérique dans les grandes villes.

Des appareils-test vont être installés dans les grandes cités afin d'en mesurer le degré de pollution.

